

Eine Welt Un solo mondo Un seul monde

N°1
MARS 2000
LE MAGAZINE DE LA DDC
SUR LE DÉVELOPPEMENT
ET LA COOPÉRATION

L'eau

Sa préservation exige une
collaboration internationale
et une gestion globale

L'Afrique du Sud entre ses contradictions
et ses ambitions

La lutte contre la pauvreté
est dans l'impasse



DOSSIER



L'EAU

Serons-nous bientôt privés d'eau ?

Sans eau, il n'y a pas de vie. Mais l'avenir de cette ressource se présente sous un jour plutôt sombre

6

De l'eau propre au Sud - une chance pour le Nord

Les mégaloïles qui s'étendent sans cesse doivent gérer des quantités d'eau toujours plus grandes sur un espace restreint

10

Protéger l'eau par tous les moyens

L'approvisionnement en eau est l'une des plus anciennes tâches de la coopération au développement

12

Source de vie et source de conflits

L'eau recèle un effrayant potentiel de conflits... qui ne cesse de croître

14

«Nous n'abandonnerons pas l'Angola»

L'Aide humanitaire de la Suisse agit avec souplesse en Angola

24

DDC interne

25

FORUM



Combat perdu contre la pauvreté

Débat entre Paul Collier, directeur de recherches à la Banque mondiale, et le professeur Elliot Berg, un connaisseur de l'Afrique

26

Carte blanche

Hugo Loetscher, écrivain et journaliste alémanique, raconte ses rencontres avec des anges au Brésil et au Mexique

29

DES PAYS ET DES GENS



AFRIQUE DU SUD

Une locomotive freinée par ses divisions

Le pays du Cap de Bonne-Espérance est toujours marqué par des inégalités et des tensions entre les races

16

Qui sont les Africains ?

La journaliste Lizeka Mda évoque sa vie quotidienne

20

DÉVELOPPEMENT ET COOPÉRATION SUISSE

Une révolution venue d'en haut

La Bolivie introduit des changements radicaux au niveau communal. La DDC joue un rôle central dans ce processus

22

Une antenne dans un ciel bleu

Une station de radio émet au Kosovo avec le soutien de la Suisse

23

CULTURE



Guerre contre sida : 2 à 1

L'exposition «South meets West» veut briser de vieux clichés à propos de l'Afrique

30

Éditorial	3
Périscope	4
Opinion DDC	21
Au fait, qu'est-ce que l'ownership ?	25
Service	33
Agenda	35
Impressum et bulletin de commande	35

Un seul monde est édité par la Direction du développement et de la coopération (DDC), agence de coopération internationale intégrée au Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Cette revue n'est cependant pas une publication officielle au sens strict. D'autres opinions y sont également exprimées. C'est pourquoi les articles ne reflètent pas obligatoirement le point de vue de la DDC et des autorités fédérales.

Editorial



La Suisse passe pour le château d'eau de l'Europe. L'eau y coule en abondance. L'eau potable, l'eau de notre douche quotidienne, l'eau pour les cultures. Nous nous offrons même le luxe de l'utiliser pour évacuer matières fécales, urine et ordures ménagères. Cette profusion est à proprement parler paradisiaque si on la compare avec les données mondiales. Les experts considèrent aujourd'hui que l'eau sera dans les années à venir le facteur décisif du développement et de la prospérité. Sans doute ont-ils raison, car un cinquième de la population mondiale – 1,2 milliard de personnes – n'a pas accès à une quantité suffisante d'eau potable de bonne qualité. Si cela continue ainsi, les individus confrontés à ce problème seront 2,3 milliards dans vingt-cinq ans. La situation est en train de s'aggraver. Des personnalités connues nous avertissent que l'accès à l'eau va donner lieu à toujours plus d'affrontements armés.

Sombres perspectives devant lesquelles nous pourrions baisser les bras. Mais se résigner n'est pas une solution face à des problèmes aussi cruciaux pour notre avenir. Lors du deuxième Forum mondial de l'eau, qui se tiendra en mars à La Haye, deux réseaux internationaux, le Conseil mondial de l'eau et le Global Water Partnership, présenteront leurs expériences pratiques dans l'exploitation durable des ressources aquatiques et leurs stratégies en vue d'une meilleure gestion de ce précieux liquide. Ces organisations unissent leurs efforts à différents niveaux pour affronter une tâche gigantesque. La DDC est membre des deux réseaux depuis leur création au début des années 90.

Un groupe de scientifiques suisses soutenu par la DDC présentera au forum une nouvelle approche de la « gestion intégrée de l'eau et des déchets en milieu urbain ». Leur réflexion part du fait que la manière occidentale de gérer l'eau se heurte à des limites évidentes. Les quartiers pauvres des pays en développement ne sont généralement pas raccordés à un réseau de distribution, de sorte que leurs habitants doivent s'organiser eux-mêmes. Et ils y parviennent souvent. Il s'agit de mettre en valeur cette débrouillardise individuelle pour l'intégrer progressivement dans un système plus large de distribution et d'assainissement au niveau d'un quartier, d'une ville ou d'une région. Un critère est déterminant : les cycles des matières doivent être bouclés. Ainsi, des engrais comme le phosphore ou l'azote contenus dans les eaux usées profiteront directement aux cultures au lieu de polluer des rivières en passant par les égouts. Les pays occidentaux devront, eux aussi, mieux respecter ces cycles pour mettre un frein au gaspillage de l'eau. Même le château d'eau de l'Europe profitera au cours de ce siècle des expériences faites dans les pays en développement avec la gestion intégrée de l'eau et des déchets.

Harry Sivec

Chef médias et communication DDC

(De l'allemand)



Still Pictures

Le cambiacuy et le trueque

(bf) Dans les pays du Sud, il est fréquent que les répercussions négatives de l'économie de marché frappent de plein fouet les petits paysans, qui n'ont généralement aucune alternative. Les hauts plateaux boliviens font pourtant exception, comme l'ont découvert des chercheurs du programme agro-écologique mené par l'Université d'État de San Simón, à Cochabamba (Bolivie). Dans la province de Quillacollo, à 2500 mètres d'altitude, la population locale remet à l'honneur depuis des années une stratégie de survie séculaire: le troc. À la surprise des scientifiques, cette pratique n'est pas motivée uniquement par des soucis économiques, mais présente des composantes spirituelles et sociales très concrètes. Les marchés locaux distinguent d'emblée deux genres de troc. Le *cambiacuy* a pour but d'entretenir les relations familiales et affectives ou de nouer de nouvelles amitiés; les produits sont échangés en tant que cadeaux. Le *trueque* est un commerce moins émotionnel entre paysans et artisans qui ne se connaissent pas forcément; il sert souvent à acquérir des choses que le *cambiacuy* ne permet pas d'obtenir. Les transactions exclusivement basées sur l'économie de marché – marchandises contre argent – existent toujours, mais leur importance recule depuis des années.

Pas gratuit pour tout le monde

(jls) La plupart des publications de la DDC sont gratuites. Pourtant, certaines d'entre elles semblent suivre une trajectoire mercantile à l'insu de leur éditeur. La section médias et communication vient de le découvrir incidemment en lisant cette lettre écrite par un lecteur congolais: «Votre ouvrage traitant de la réforme fiscale, que j'ai eu la chance d'acheter sur la rue à Kinshasa, m'a fortement intéressé.» L'ouvrage en question porte le titre *Réforme fiscale et lutte contre la pauvreté dans le cadre des programmes d'ajustement structurel*. Plusieurs dizaines d'exemplaires avaient été expédiés vers le Congo l'an dernier, en réponse à une commande massive de publications. Ceci explique peut-être cela. Sans se douter que ces brochures étaient destinées à la vente, la DDC avait cependant stoppé ces envois en raison de frais de port trop élevés.

Moins de forêts et plus de CO₂

(chk) Quand les gens n'ont pas accès à la forêt, il en résulte des conflits, qui trop souvent entraînent une dégradation ou une destruction des surfaces boisées. En revanche, les populations qui ont la possibilité d'exploiter la forêt savent aussi la respecter. Telle est la conclusion d'un séminaire sur les arbres et la forêt dans la coopération au développement.

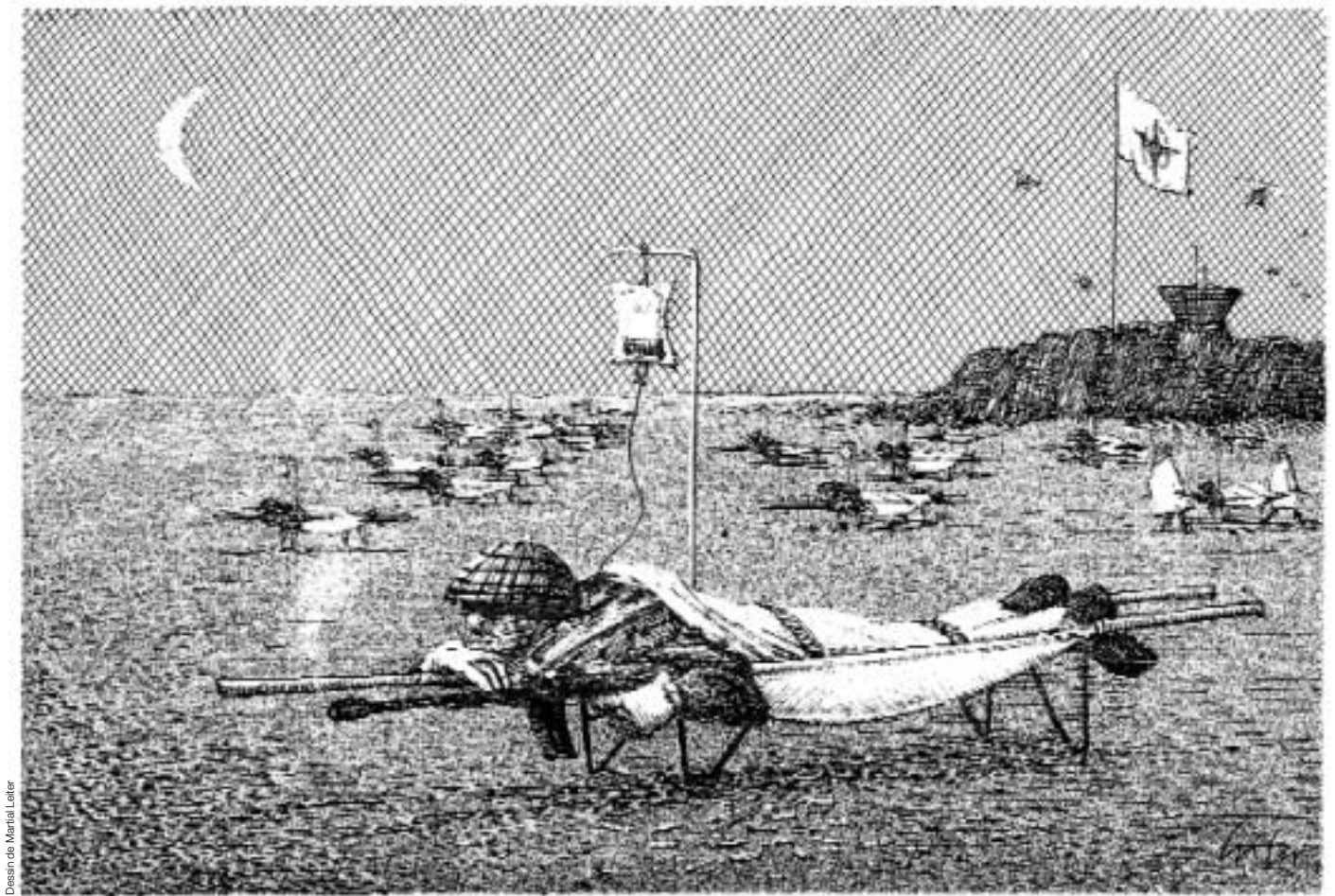


Christian Kuchli

Au Rwanda par exemple, de nombreuses forêts ont été détruites durant la guerre civile de 1994. Mais celle qui se situe sur la ligne de partage des eaux entre le Nil et le Congo est restée pratiquement intacte, du fait qu'une grande partie des familles de la région y ont des droits de jouissance. Le séminaire, qui était consacré à la lutte contre la pauvreté, a également évoqué la Convention de Kyoto sur le climat. Celle-ci prévoit que les pays industrialisés puissent racheter en partie la réduction obligatoire de leurs émissions de CO₂ en finançant des projets de reboisement ou de protection des forêts dans les pays en développement. Les participants ont exprimé la crainte que les populations locales ne profitent guère de cette manne et qu'elles soient empêchées d'exploiter les forêts. Si les besoins locaux ne sont pas satisfaits, le déboisement est inévitable. Cela ne correspond pas aux objectifs de la convention.

Boulangers indiens

(bf) En Inde, quelque 75 000 boulangers utilisent chaque année plus de 12 millions de tonnes de bois pour alimenter leurs fours en briques. Comme les déboisements et l'érosion deviennent un sérieux problème écologique dans de nombreuses régions, les milieux scientifiques tirent la sonnette d'alarme. À la recherche d'une solution de rechange, on a testé dans l'État de Maharashtra (Inde occidentale) des fours fonctionnant au mazout ou à l'électricité. Résultat: bien que le bilan énergétique des nouvelles installations soit nettement supérieur, la production d'un kilo de pain par la méthode



Dessin de Martial Leïter

Petite guerre humanitaire



Christian Kichil

traditionnelle reste légèrement meilleur marché. Beaucoup de boulangers hésitent donc à s'acheter un nouveau four. Ils attendent que le prix du bois à brûler ait encore augmenté.

Apprendre en pariant

(jls) Les Gambiens se passionnent pour les courses hippiques françaises depuis que le Pari mutuel urbain (PMU) a été introduit dans le pays, en 1996. Ils sont environ 13 000 à parier régulièrement. Bien que ce jeu soit sévèrement condamné par l'islam,

ils y engloutissent des fortunes, dans l'espoir d'un gain rapide et d'une vie dorée. S'il n'a pas comblé tous ces rêves de richesse, le PMU a en revanche contribué à réduire le nombre d'illettrés en Gambie. Beaucoup de parieurs ont appris à lire en déchiffrant le nom des chevaux et à compter en calculant les gains à engranger. Raphaël Manga, agent de loterie, a constaté cette évolution: «Au début, la plupart de mes clients me demandaient de jouer pour eux. Aujourd'hui, ils écrivent eux-mêmes leurs combinaisons sur un morceau de papier. Et quelquefois, ils gagnent!»

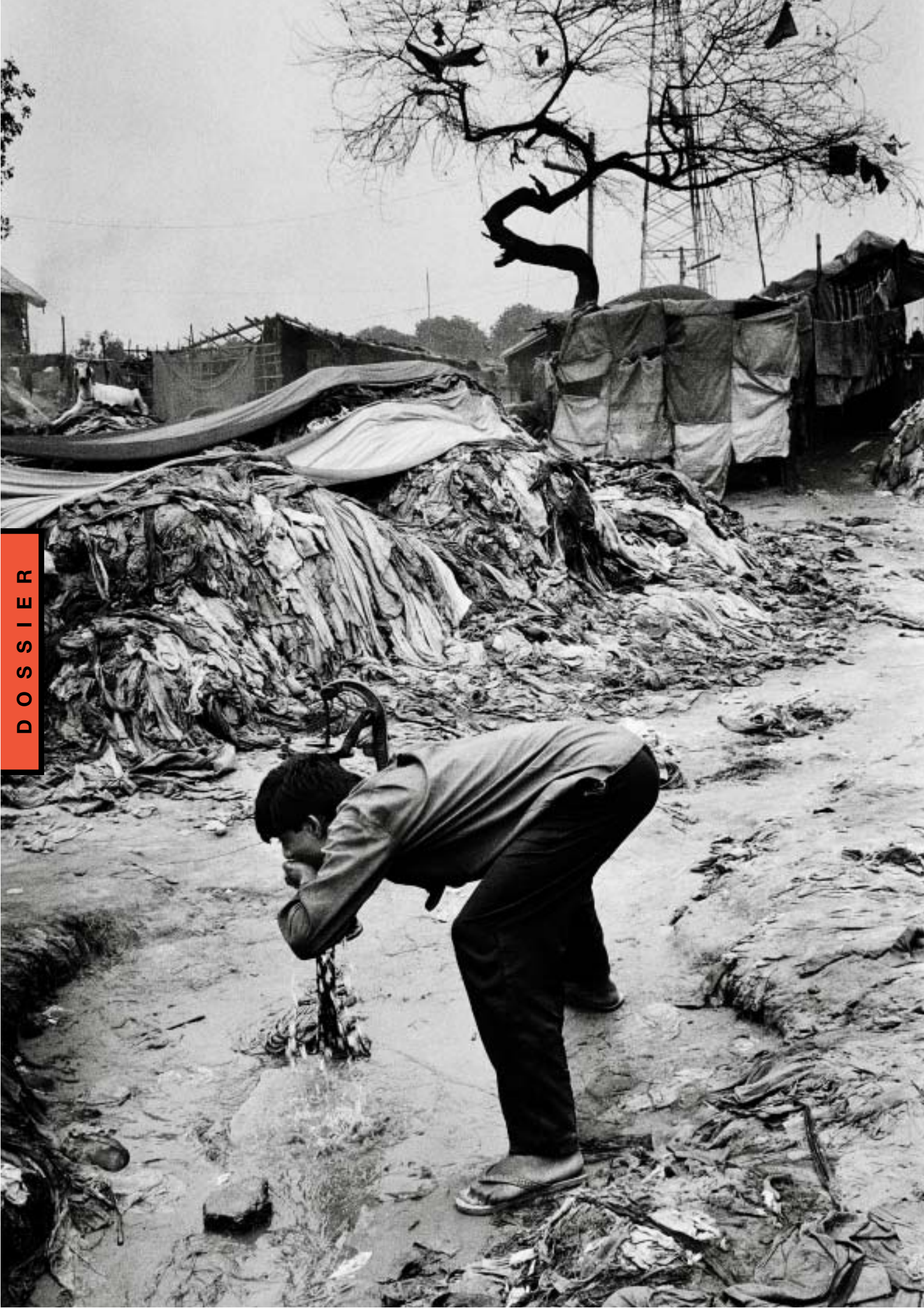
De retour de La Mecque

(jls) Chaque année, quelque 6000 Guinéens se rendent à La Mecque. La plupart d'entre eux sont âgés de

plus de 60 ans et voyagent aux frais de leurs enfants. Ces derniers doivent souvent s'endetter ou vendre leurs biens pour offrir ce pèlerinage à leurs vieux parents. De nombreuses agences de voyage proposent le vol et le séjour pour 2,7 millions de francs guinéens (plus de 2700 francs suisses). Mais les dépenses ne s'arrêtent pas là. À son retour, le sage doit être accueilli avec faste, qu'on en ait les moyens ou non. Un douanier de Conakry raconte que l'organisation des cérémonies a failli le ruiner: «Entre l'achat du *sôbi*, la tenue spéciale pour accueillir le pèlerin, les casiers de jus, la préparation des plats, l'argent pour les cantiques clamés de nuit comme de jour et la location d'une caméra vidéo, j'ai fini mon budget. Plus une économie!»



Keatone



Serons-nous bientôt privés d'eau ?



À l'avenir, l'eau sera un facteur décisif du développement et du bien-être. Environ 4 millions d'êtres humains meurent chaque année de maladies qui sont la conséquence d'un manque d'eau potable et de mauvais systèmes d'assainissement.

Sans eau, il n'y a pas de vie. La vitesse à laquelle nous puisons dans les ressources en eau de la planète a de quoi susciter des inquiétudes. Mais on cherche à renverser cette tendance par une coopération internationale et une gestion globale. De Gabriela Neuhaus.

En commerçant avisé, Taabyldy Egemberdiev a acquis très tôt le droit d'exploiter la source située dans les montagnes proches de Bichkek, la capitale kirghize. Aujourd'hui, il vend son eau sur le marché local dans des bouteilles en PET. «Été comme hiver, les gens ont besoin d'eau potable. La demande ira croissant, car nos conduites se détériorent. Et la rareté de l'eau sera au centre de nos préoccupations au prochain millénaire», déclare M. Egemberdiev. Il n'est pas le seul à investir dans l'eau. Nestlé, par exemple, achète systématiquement des sources d'eau potable. La multinationale doit avoir flairé un marché d'avenir. Aux États-Unis et en Europe, des investisseurs prévoyants misent aussi sur le secteur de l'eau. De public qu'il était, celui-ci passe de plus en plus en mains privées. Selon les experts, l'eau sera à l'avenir un facteur décisif du développement et du bien-être.

L'humanité connaît depuis longtemps l'importance de l'eau. Les hommes n'ont-ils pas adoré des divinités aquatiques, mené des guerres pour s'approprier les réserves d'eau et construit d'immenses ouvrages pour assurer leur approvisionnement ? Ce qui a changé, c'est que nous tendons aujourd'hui à surexploiter cette ressource : nous en consommons plus que le cycle naturel ne peut en mettre à notre disposition. Nous entamons et exploitons ainsi de très anciennes réserves. L'eau devient rare et nous risquons, à plus ou moins long terme, d'en être privés.

Plus qu'assez

La planète recèle pourtant d'énormes réserves. Elles sont estimées à près de 1,4 milliard de km³. Mais 97,5

pour cent de ces réserves restent théoriques : une grande partie de l'eau contient du sel ou se présente sous forme de glace (calottes polaires et glaciers) et le reste se trouve dans des poches souterraines quasiment inaccessibles. L'homme ne peut exploiter directement que 0,13 pour cent de toute l'eau de la Terre. Si elle était répartie uniformément, chacun des 6 milliards d'êtres humains disposerait de 1500 à 2000 m³ par an. Ce serait largement suffisant, pour autant que l'exploitation de l'eau soit efficace.

Or, la réalité est bien différente. Malgré les efforts déployés depuis de longues années par la coopération au développement, 1,2 milliard d'êtres humains sont toujours privés d'un accès suffisant – en qualité et en quantité – à l'eau potable. Si la tendance actuelle se maintient, ils seront même 2,3 milliards en 2025. On estime en outre que 4 millions de personnes meurent chaque année de maladies qui sont la conséquence d'un approvisionnement et d'un assainissement insuffisants. Aujourd'hui déjà, 29 pays d'Afrique et d'Asie connaissent des pénuries d'eau et cette tendance est, elle aussi, à la hausse.

La consommation d'eau ne cesse d'augmenter. L'industrialisation et l'amélioration des conditions de vie accroissent la demande : quand on a l'eau courante à la maison, on a tendance à en abuser, tandis qu'on fait preuve d'une parcimonie extrême quand il faut aller chercher chaque litre à des kilomètres de chez soi. En moyenne, un Africain consomme 18 m³ d'eau par an, un Européen de l'Ouest plus de quatre fois autant et un Américain du Nord au moins dix fois plus.



John Vink / Magnum

Le niveau baisse

L'irrigation des cultures, c'est-à-dire la production alimentaire, s'arroge de loin la plus grande part, avec 70 pour cent de l'eau consommée. C'est aussi dans ce secteur que le gaspillage est le plus important : les systèmes d'irrigation étant souvent inefficaces, surtout dans les pays pauvres et secs du Sud, une grande partie de l'eau s'évapore et le sol est détruit. Pour éviter que le manque d'eau ne devienne une réalité à l'échelle planétaire, il faudra donc concevoir des systèmes d'irrigation plus efficaces.

L'approvisionnement des grandes agglomérations soulève aussi des inquiétudes : une ville d'un million d'habitants utilise chaque jour quelque 400 000 litres d'eau propre, quantité qui comprend la consommation de l'industrie et de l'artisanat. Pour couvrir de tels besoins, on tend à surexploiter les nappes phréatiques, d'où, à long terme, un épuisement de ces réserves. Dans la région de Pékin, le niveau de la nappe phréatique baisse par exemple de un à trois mètres par an. Tôt ou tard, la mégapole sera à sec. Il faut ajouter à ce tableau les problèmes d'assainissement, qui se révèlent aussi particulièrement aigus dans les grandes villes.

Les prévisions montrent que si l'on veut assurer à moyen terme l'alimentation de l'humanité, il faut prendre d'urgence des mesures pour préserver les ressources existantes, notamment les réserves d'eau.

Recherche de solutions

Il y a longtemps que le manque d'eau n'est plus l'apanage du Sud. Les pays industrialisés connaissent aujourd'hui déjà des pénuries, liées à la consommation d'eau dans l'agriculture, dans l'industrie et dans les villes. Le problème va d'ailleurs s'aggraver, de même que la pollution des eaux par toutes sortes de déchets dus à la civilisation. C'est pourquoi deux réseaux internationaux ont vu le jour après le Sommet de Rio. Ils visent à maîtriser de manière durable les ressources en eau de la planète et à rechercher des solutions en vue d'une gestion mondiale de l'eau.

Le Conseil mondial de l'eau (CME) élabore divers scénarios d'exploitation de l'eau et veut promouvoir une meilleure gestion des ressources. De son côté, le Global Water Partnership (GWP) cherche

à traduire dans la pratique les efforts en vue d'une gestion durable. Pour s'assurer un large soutien et réaliser l'énorme tâche qu'elles se sont assignée, ces organisations œuvrent à différents niveaux : du développement régional à la stratégie mondiale, en passant par tous les échelons intermédiaires.

Le Conseil mondial de l'eau et le Global Water Partnership présenteront les résultats de leurs travaux à l'occasion du deuxième Forum mondial de l'eau, qui se tiendra en mars à La Haye. Elles rendront publics les plans d'action élaborés dans les différentes régions pour assurer la préservation et l'exploitation durable des ressources. Il s'agit de trouver des approches novatrices pour inverser l'évolution actuelle. On envisage par exemple de promouvoir une irrigation efficace « au goutte-à-goutte », de récupérer l'eau douce de l'atmosphère ou encore de construire des réseaux de canalisation utilisant peu d'eau.



John Vink / Magnum

Histoires d'eau

Conformément à leur résolution de collaborer et de tisser un réseau mondial à tous les niveaux, les organisations internationales – petites et grandes – qui traitent de l'eau forment un véritable réseau sur Internet. En voici quelques-unes :

www.worldwatercouncil.org
Site du Conseil mondial de l'eau, qui se veut un « centre international de réflexion sur la politique de l'eau ».

www.gwp.sida.se/
Site du Global Water Partnership, qui a pour objectif de tisser un réseau mondial pour une gestion durable de l'eau.

www.wsscc.org/index.html
Site du Water Supply and Sanitation Collaborative Council (Conseil de concertation pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement). Les groupes de travail du conseil présenteront leurs projets à l'occasion de la grande conférence qui se tiendra du 17 au 22 mars 2000, à La Haye, sur le thème « Vision mondiale de l'eau 2025 ».

Ces approches paraissent toutefois bien utopiques, pour l'heure du moins : l'eau potable se fait de plus en plus rare, la pollution et la surexploitation de l'eau continuent de détruire des écosystèmes et les ressources font parfois l'objet de différends qui risquent de s'envenimer. ■

(De l'allemand)



Keystone



De l'eau propre au Sud – une chance pour le Nord



D'ici vingt ans, environ la moitié de la population mondiale vivra dans des agglomérations urbaines. Or, les mégalo­poles qui s'étendent sans cesse doivent gérer des quantités d'eau toujours plus grandes sur un espace restreint. À l'avenir, cette gestion exigera de nouvelles solutions.



Eau et coopération au développement

Le groupe de travail suisse SANDEC compte parmi les principales institutions du monde qui mènent des recherches sur l'approvisionnement en eau et l'assainissement dans les pays en développement : www.eawag.ch/research/sandec/d_index.html

La DDC participe activement au programme du PNUD et de la Banque mondiale pour l'eau et l'assainissement : www.wsp.org/

Le Swiss Centre for Development Cooperation in Technology and Management (SKAT) est un autre partenaire suisse important : www.skat.ch/ws/ws.htm

La problématique de l'eau, de l'irrigation et de la production alimentaire est présentée sur le site de la FAO, à l'adresse : www.fao.org/waicent/faoinfo/agricult/agl/aglw/aglw.htm

(gn) Centre industriel et commercial sur le delta du fleuve Rouge, Nam Dinh est une ville vietnamienne de taille moyenne. Après de fortes pluies, caractéristiques de cette région, elle devient un véritable lac. Il n'est pas rare que 80 cm d'eau recouvrent les rues pendant plusieurs jours. Déchets et matières fécales flottent partout. Les agents pathogènes prolifèrent dans cette atmosphère chaude et humide. Et toute l'économie s'arrête, car en cas de crue, l'électricité est également coupée...

Grâce à l'aide de la Suisse, Nam Dinh a pu inaugurer en octobre dernier une première station de pompage. Des vis d'Archimède évacuent les eaux des crues par-dessus le barrage vers un bras latéral du fleuve Rouge. Cette installation pilote a été financée dans le cadre du programme de développement urbain que la DDC mène au Viêt-nam. Elle constitue un premier pas vers la résolution des énormes problèmes que les crues posent à cette ville. « Dans un deuxième temps, il conviendra d'améliorer encore l'évacuation des eaux pluviales, en perfectionnant le réseau de drainage et en construisant une autre station de pompage au nord de la ville », déclare Hubert Eisele, responsable du dossier à la DDC, à Berne. Cette évolution continuera de bénéficier de l'aide de la DDC sous la forme de conseils, mais il faudra trouver d'autres partenaires et d'autres crédits pour assumer les investissements considérables qu'exigent de telles installations.

Eau propre et hygiène

La Suisse soutient également Nam Dinh dans ses efforts pour remettre en état et agrandir son réseau d'approvisionnement en eau, qui est loin de desservir tous les quartiers et tous les ménages. La gestion des eaux comprend également un volet prévoyant la construction de toilettes domestiques. La DDC soutient les intéressés en leur offrant ses conseils ainsi que des prêts. Les nouvelles toilettes remplacent les

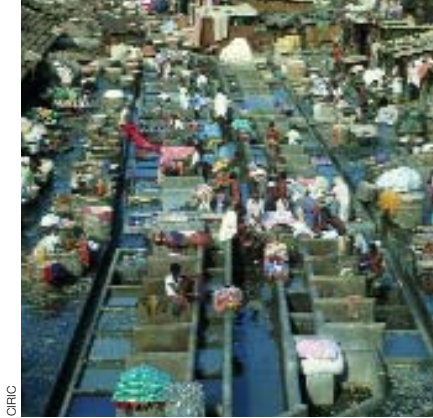
latrines couramment utilisées jusqu'ici, dotées de réservoirs à matières fécales qui doivent être vidés à la main. Il n'est donc pas surprenant que la population s'intéresse à une solution plus confortable et plus hygiénique.

L'approvisionnement en eau et l'assainissement représentent un défi de taille pour les villes, au Sud comme au Nord. Au cours du siècle dernier, les pays industrialisés sont passés au système du tout-à-l'égout. Dans les régions où l'eau est pléthorique, par exemple en Europe, on pense pouvoir s'offrir le luxe d'utiliser l'eau pour transporter l'urine, les matières fécales et les ordures ménagères.

Or, cette solution n'est pas sans poser des problèmes : depuis les années 60, nos eaux usées sont traitées dans des stations d'épuration dont l'efficacité est aujourd'hui remise en question. La situation est complètement différente dans la plupart des pays du Sud, qui ne peuvent pas envisager de recourir à un traitement aussi coûteux. De plus, l'eau est souvent un bien rare et il convient de l'utiliser avec la plus grande parcimonie. En outre, de nombreuses villes grandissent si vite qu'il est absolument impossible de construire un système d'approvisionnement en eau et d'assainissement, tel que nous le connaissons. Dans ces conditions, il devient urgent de trouver de nouvelles solutions pour gérer l'eau dans les agglomérations.

L'utilité des expériences du Sud

Le SANDEC, groupe de recherche sur l'hygiène en milieu urbain dans les pays en développement, fait partie de l'Institut fédéral pour l'aménagement, l'épuration et la protection des eaux (EAWAG). C'est l'une des rares institutions, au niveau mondial, qui recherche de nouveaux moyens de gérer l'eau dans les agglomérations. « Le système d'assainissement que nous appliquons en Occident a des limites », rappelle Roland Schertenleib, directeur du



CRIC



Network / Lookat



Sill Pictures

10

11

SANDEC. « Dans les pays en développement, nous pouvons concevoir de nouveaux systèmes et les mettre en place plus facilement que chez nous, où beaucoup d'argent a déjà été investi dans les systèmes d'assainissement conventionnels. »

Dans le cadre d'un groupe de travail international, le SANDEC a élaboré une vision de la « gestion intégrée de l'eau et des déchets en milieu urbain au 21^e siècle ». Ce nouveau système part de la plus petite unité de la communauté urbaine, c'est-à-dire le ménage, avant de considérer les voisins ou le quartier, puis la commune ou la ville, et enfin, la région. Le plus souvent, ce sont les ménages les plus pauvres qui ne sont pas raccordés au réseau d'eau. Ils doivent donc s'organiser eux-mêmes et ils se débrouillent très bien en s'entraïdant. Selon le SANDEC, cette solidarité devrait être utilisée et intégrée progressivement dans

un réseau plus vaste. L'essentiel est de boucler les cycles des matières, si possible de manière rentable. Par exemple, les nutriments (phosphore et azote) contenus dans les eaux usées pourraient bénéficier directement à l'agriculture, au lieu d'être évacués par les égouts et de polluer les rivières... Selon M. Schertenleib, ces cycles seront bientôt à l'ordre du jour chez nous aussi. ■

(De l'allemand)

Protéger l'eau par tous les moyens

L'approvisionnement en eau est l'une des plus anciennes tâches de la coopération au développement. Toutefois, si la construction de puits constituait naguère une priorité, les programmes actuels dépassent largement les projets de base et visent à instaurer une gestion globale de l'eau.



Magnum / John Vink

Pour traiter des problèmes liés à l'eau et au développement, les stratégies sont différentes selon la région, le contexte général et les questions à résoudre.

(gn) Une simple bouteille en PET transparente, à moitié peinte en noir et remplie d'eau. Placée au soleil, c'est un système révolutionnaire : la température de l'eau dépasse rapidement 50 degrés. À cette température et sous l'effet du rayonnement solaire, pratiquement tous les agents pathogènes dangereux, tels les colibacilles ou le bacille du choléra (*vibrio cholerae*), sont détruits.

Cette méthode offre aux habitants du Sud un moyen simple et pratique de préparer de l'eau potable, sans bois ni kérosène. Le système a été mis au point par

le SANDEC, groupe de recherche sur l'hygiène en milieu urbain dans les pays en développement, à l'Institut fédéral pour l'aménagement, l'épuration et la protection des eaux (EAWAG). Ce groupe se consacre en particulier à la préparation d'eau potable dans les pays en développement et travaille en étroite collaboration avec des partenaires du Sud. Son système SODIS (Solar water disinfection) est déjà utilisé dans nombre de pays, comme l'Indonésie, le Bangladesh, le Kenya, etc.

Le développement de technologies adaptées est l'un

Still Pictures



des cinq domaines que couvre la politique de la DDC en matière d'eau et d'assainissement. Mais la DDC œuvre également au niveau social, institutionnel et économique, ainsi que dans le secteur «Savoir et normes». De même que l'eau est prise en considération dans presque tous les programmes – sous diverses formes et à différents niveaux – une gestion durable de cette ressource doit tenir compte des aspects les plus variés. Sur le plan social, par exemple, la coopération avec les personnes concernées fait partie de la planification et de la réalisation des projets. Les règles traditionnelles concernant l'eau («Savoir et normes») doivent être respectées de la même manière que le rôle décisif des femmes en matière d'approvisionnement en eau potable et d'hygiène.

Autrefois, la coopération au développement considérait que l'accès à l'eau était un droit fondamental et qu'il devait par conséquent être gratuit. Aujourd'hui, elle admet que cette matière première a un prix. Du point de vue économique, l'objectif à long terme de la DDC est de parvenir à un niveau de rentabilité réaliste, tant pour l'eau potable que pour le traitement des eaux usées et des déchets. Au niveau institutionnel, il s'agit de mettre en place une collaboration et une répartition des tâches optimales entre les institutions étatiques, les entreprises privées et les ONG. Ces dernières devraient assumer davantage de tâches opérationnelles. De son côté, l'État définit et supervise la politique et la stratégie nationales de l'eau.

Échange d'expériences et collaboration

Face à la diversité des problèmes à résoudre dans le domaine de l'eau, des stratégies différentes s'imposent selon la région, le contexte général et la nature des problèmes.

Le secteur «Eau et assainissement» compte parmi les activités prioritaires de la DDC. Celle-ci ne se contente pas d'accorder une attention particulière à l'approvisionnement en eau dans chaque projet. Elle s'efforce aujourd'hui d'aborder le thème sur une base large et dans le cadre de réseaux de coopération.

Responsable de ce secteur, Armon Hartmann se considère surtout comme un intermédiaire et un promoteur. Il entretient des contacts aux niveaux les plus variés. Avec le groupe Aguasan, par exemple, qui réunit quatre fois par an les spécialistes du développement et de l'eau de toute la Suisse, afin d'échanger leurs expériences. Au niveau international, la Suisse participe activement au WSP, programme du PNUD et de la Banque mondiale pour l'eau et l'assainissement (voir en marge). Le WSP a son siège auprès de la Banque mondiale, à Washington, mais il opère sur-



Magnum / John Vink

tout à partir de cinq bureaux régionaux: Nairobi (Afrique orientale et australe), Abidjan (Afrique de l'Ouest et centrale), La Paz (région andine), Djakarta (Asie de l'Est et Pacifique) et Delhi (Asie du Sud).

La coopération suisse au développement collabore étroitement avec ces centres lorsque des pays de concentration de la DDC sont concernés. Il en résulte des synergies entre des projets de base et des efforts régionaux, voire mondiaux, pour une gestion durable de l'eau. C'est le cas au Pérou, où un quart seulement de la population rurale a accès à de l'eau potable et un dixième est raccordé à un système d'assainissement adéquat. La Suisse appuie depuis quelque temps déjà des projets bilatéraux et elle a commencé en 1998 de financer les activités du bureau du WSP pour la région andine, ainsi que les activités du bureau national du WSP pour le Pérou. Au niveau national, la DDC a lancé deux programmes dans le domaine de l'eau, des projets pilotes cruciaux sur lesquels le Pérou tablera pour élaborer sa politique et sa stratégie de l'eau. ■

(De l'allemand)



Olivia Heusser

Programme pour l'eau et l'assainissement

Le Programme pour l'eau et l'assainissement (Water and Sanitation Program – WSP) a été lancé en 1984 dans le cadre de la Décennie internationale de l'eau (1980 à 1990) proclamée par l'ONU. Il a vu le jour au sein de la Banque mondiale, avec le soutien du PNUD et de nombreux donateurs bilatéraux, dont la Suisse. Vu la précarité de la situation dans le domaine de l'eau, le programme a pour objectif d'élaborer des politiques et des stratégies sectorielles dans toutes les régions et dans tous les pays du monde. Il entend les appliquer de manière ciblée. Ses activités s'inscrivent dans une volonté de gérer l'eau au niveau mondial afin d'assurer une exploitation durable des réserves limitées de la planète.

12

13

Source de vie et source de conflits

L'eau est mal répartie et ses réserves sont limitées. Cet élément vital recèle un effrayant potentiel de conflits... qui ne cesse de croître.



Keystone

dant que la Turquie met au point un immense projet de barrage et d'irrigation dans l'est de l'Anatolie, les Syriens et les Irakiens, en aval, craignent pour leur approvisionnement.

Le bassin versant du Tigre et de l'Euphrate n'est pas la seule région à problèmes. Les Israéliens, les Jordaniens, les Syriens, les Libanais et les Palestiniens se disputent les eaux du Jourdain. En Cisjordanie, les intérêts des Israéliens s'opposent à ceux des Palestiniens. L'eau du Nil est également très convoitée. En 1898 déjà, à l'époque des guerres coloniales, les Anglais ont mené une action militaire pour empêcher les Français de contrôler la région où le Nil Blanc prend sa source. L'Ouganda et l'Éthiopie, où se trouvent les principales sources du fleuve, ont été confrontés à des crises intérieures qui les ont empêchés de prélever de grandes quantités d'eau pour l'agriculture et l'industrie. À moyen terme toutefois, leur consommation risque bien de s'accroître. Une perspective inquiétante pour l'Égypte, dont 97 pour cent des besoins en eau sont couverts par le Nil, mais qui est aussi le dernier pays riverain du fleuve. Pour l'heure, les prétentions à des « débits

(gn) « La prochaine guerre au Proche-Orient n'éclatera pas à cause de la politique, mais à cause de l'eau », prédisait en 1991 déjà Boutros Boutros-Ghali, alors secrétaire général de l'ONU. Et Ismail Serageldin, vice-directeur de la Banque mondiale, est convaincu que les conflits armés du troisième millénaire n'auront plus le pétrole pour enjeu, mais bien l'eau.

Le risque de conflits ne cesse de grossir, car l'eau se raréfie. Cela est dû à la pression démographique croissante ainsi qu'à l'augmentation de la consommation par habitant et de la demande d'eau propre. La situation est particulièrement précaire dans les régions où plusieurs groupes d'intérêts et États s'approvisionnent à la même source et doivent donc se partager ce bien précieux. Dans les années 50 et 60, la Syrie et Israël ont déjà pris les armes pour défendre leur accès à l'eau, mais les négociations sont venues à bout de ces conflits. Le Proche-Orient comme l'Afrique du Nord restent néanmoins les zones où la probabilité d'une guerre de l'eau est la plus forte. L'exploitation intensive du cours supérieur d'une rivière diminue la qualité et la quantité de l'eau qui parvient aux populations vivant en aval. Ainsi, pen-



Keystone

résiduels» n'ont pu être fixées juridiquement au niveau international. Les divergences d'intérêts des États concernés font en général échouer les conventions qui pourraient instituer une telle réglementation. Dans le domaine de l'eau, le droit international se limitait, il y a encore quelques années, à la navigation et à la pêche.

Bombe à retardement

L'Asie centrale est une autre région où les conflits liés à l'eau se sont envenimés. La coopération suisse au développement collabore à un programme intitulé «L'eau et la paix», qui vise à prévenir de futurs différends. Les problèmes se manifestent à divers niveaux. Le potentiel de conflits est renforcé par des querelles ethniques et par la rivalité entre les divers États de la région.

La situation est particulièrement tendue dans la fertile vallée de Ferghana, le cœur agricole de l'Asie centrale. La terre et l'eau y ont toujours été rares, mais l'Union soviétique avait strictement réglementé leur exploitation et le système hydrique fonctionnait dans toute la région. Depuis le démantèlement de l'URSS, des frontières nationales sectionnent la vallée, de sorte que l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et le Kirghizistan doivent se partager aujourd'hui les ressources en eau. La plupart des réservoirs sont alimentés par des sources situées dans le pays voisin, ce qui provoque régulièrement de dangereuses querelles.

En 1989, un conflit sanglant a opposé des paysans kirghizes et tadjiks. La situation reste tendue aujourd'hui encore. Dans la zone frontrière, des groupes aux intérêts divergents luttent pour s'approprier les rares ressources en eau. Des disputes éclatent régulièrement à propos des droits d'exploitation et du prix de l'eau. D'autres problèmes compliquent encore la situation. C'est le cas pour le village d'Arka, au Kirghizistan: son système d'irrigation, mû par l'électricité, ne fonctionne plus, car l'État n'a plus les moyens d'importer suffisamment d'électricité du Tadjikistan. De plus, la population d'Arka doit acheter son eau potable de l'autre côté de la frontière, au Tadjikistan, ce qui donne lieu à de fréquentes querelles sur les prix.

Les jeunes doivent désormais apprendre, déjà au niveau scolaire, à maîtriser ces conflits, à faire preuve de tolérance vis-à-vis des pays voisins et surtout à respecter la valeur que l'eau a pour chacun.

Pour éviter que les ressources en eau ne fassent l'objet de guerres à l'avenir, il ne suffit pas de conclure des conventions internationales et de recourir à une gestion suprarégionale. Il faut surtout que les populations soient prêtes à prendre soin de ce bien précieux et à le partager avec autrui. ■

(De l'allemand)



CRIC

Comme sur les hauteurs stratégiques du Golan, où Syriens et Israéliens se battent notamment pour les droits sur le Jourdain et l'accès au lac de Tibériade, l'eau est devenue un enjeu politique dans de nombreuses régions du monde.



Keystone

Afrique du Sud

Une locomotive freinée par ses divisions

Une démocratie sûre d'elle-même a pris pied en Afrique du Sud, mais l'apartheid n'est pas encore vaincu. Tensions et disparités raciales sont omniprésentes. Elles compromettent l'espoir que la première puissance économique d'Afrique puisse catalyser l'essor de tout le continent. De Hans Brandt*.



Keystone



Network / Lookat



Network / Lookat

Le Parlement s'est réuni en mai 1998 au Cap pour débattre de la réconciliation. Cela faisait quatre ans que l'Afrique du Sud était un pays démocratique. Nelson Mandela avait généreusement tendu la main aux anciens dominateurs blancs. Les plaies de l'apartheid étaient-elles cicatrisées ? La récente égalité des droits était-elle enracinée dans la population ? Thabo Mbeki, alors vice-président encore dans l'ombre du célèbre Mandela, donna une réponse qui lui valut des critiques acerbes : « L'Afrique du Sud englobe deux nations. L'une est blanche et relativement prospère, l'autre, plus grande, est noire et pauvre. »

De fait, ce pays reste marqué par de profondes divisions. À première vue, son revenu annuel de 2880 dollars par habitant le place dans la catégorie des nations nouvellement industrialisées plutôt que dans celle des pays en développement. Mais les disparités sont extrêmes : les riches ont un niveau de vie comparable à celui des Européens, tandis que la population noire des zones rurales n'est guère mieux lotie que les habitants du Lesotho, du Mozambique ou du Malawi.

Transformer la société

Le Congrès national africain (ANC), parti au pouvoir, s'est fixé comme objectif fondamental de promouvoir une meilleure répartition des richesses et de défendre les plus démunis. Des études récentes

indiquent que la situation a bougé entre 1991 et 1996, avec une participation nettement accrue des Noirs aux richesses du pays. Mais seuls 10 pour cent d'entre eux en ont profité. La misère s'est en revanche aggravée pour les pauvres de toutes races. Dans la population noire, 87 pour cent des enfants de moins de douze ans sont sous-alimentés. Et 9 des 40 millions de Sud-Africains vivent dans les misérables cabanes des bidonvilles ou en zone rurale. La proportion d'adultes analphabètes est de 65 pour cent. L'Afrique du Sud a le taux d'infection VIH le plus élevé du monde. Des dizaines de municipalités sont pratiquement en faillite. En même temps, ce pays possède un système financier ultramoderne, le meilleur réseau de télécommunications du continent et des entreprises qu'il faut prendre au sérieux dans le jeu de la concurrence mondiale.

Après cinq ans de gouvernement, l'ANC a été contraint d'admettre que la justice sociale était un objectif difficile à atteindre. Au moment de prendre la succession de Nelson Mandela en juin dernier, Thabo Mbeki a promis d'accélérer le processus de transformation de la société. Il s'est immédiatement mis à l'ouvrage. Il a nommé un cabinet loyal, développé ses propres services pour contrôler l'ensemble des fonctions gouvernementales et changé toute une série de secrétaires d'État dans les ministères.



16

17





Hemmer Frankentfeld

L'objet de tous les jours

Le « Primus »

Très répandus ailleurs sur le continent, les réchauds à charbon de bois sont rares en Afrique du Sud. Il est par contre fréquent de trouver un « Primus » dans les cabanes des bidonvilles, dans les huttes en torchis ou dans les bicoques des townships, semblables à des boîtes d'allumettes. Le « Primus » est également entré dans les logements urbains, accessibles aux Noirs depuis la fin de l'apartheid, mais (encore) souvent dépourvus d'électricité. Ce petit réchaud représente en quelque sorte l'étape intermédiaire entre charbon de bois et électricité. On y met de la paraffine qui, comprimée, se transforme en gaz utilisé pour cuire. Le « Primus » se transporte facilement et la paraffine, relativement peu coûteuse, est en vente partout.

Eldorado pour les étrangers

Les commentateurs reconnaissent au nouveau président des « valeurs victoriennes » de travail acharné et d'austérité, tout en critiquant une tendance aux combines secrètes et certains traits autocratiques. Mais la grande majorité apprécie sa fermeté, parce qu'on vit dans l'insécurité. Meurtres, agressions à main armée et viols se multiplient, faisant de l'Afrique du Sud un des pays les plus violents du monde. Beaucoup de jeunes sont au chômage et végètent sans espoir de jours meilleurs. Des Blancs se plaignent de voir leur ascension professionnelle bloquée parce qu'on donne la préférence aux Noirs. Ces derniers protestent que la minorité privilégiée par l'apartheid détient encore les leviers du pouvoir



Abbas / Magnum



Keystone



Network / Lookat

économique. Les relations interraciales au quotidien – par exemple sur la route – sont souvent agressives. M. Mbeki lui-même reproche aux Blancs de ne pas soutenir la transformation du pays. Il exhorte à « l'unité nationale » pour surmonter l'héritage de l'apartheid. Les tensions raciales ne sont qu'une partie des nombreuses forces contradictoires qui déchirent l'Afrique du Sud. Dans l'intérêt des pauvres, l'ANC mise sur une politique social-démocrate à laquelle les syndicats devraient adhérer sans réserve. Sur le plan économique cependant, Thabo Mbeki poursuit une ligne libérale destinée à encourager les investissements et les entreprises. Une gestion rigoureuse du budget, une politique monétaire restrictive et l'ouverture des marchés doivent rendre le pays plus compétitif. Cette politique est saluée par le monde des affaires, mais elle a coûté des dizaines de milliers d'emplois depuis 1994.

Presque tous les Sud-Africains ont des raisons de se plaindre. Ce pays est pourtant un eldorado pour ses voisins. Des millions de personnes affluent de tout le continent. Les experts estiment qu'un dixième des immigrants sont entrés illégalement. La xénophobie est très répandue. Mais alors que les médecins sud-africains rechignent à travailler dans les cliniques de brousse, il se trouve facilement des collègues ougandais, congolais ou zambiens pour les remplacer.

Les Yankees de l'Afrique

L'Afrique du Sud espère freiner ce mouvement migratoire grâce à une intégration économique rapide au sein de la Communauté de développement de

l'Afrique australe (SADC), qui regroupe 14 États. Mais ses voisins se méfient de l'Afrique du Sud et de ses entreprises conquérantes. Produits alimentaires, véhicules, vêtements et matériaux de construction *made in South Africa* remplissent les commerces en Zambie, au Zimbabwe, au Mozambique et même au Kenya. Depuis leur siège de Johannesburg, des entreprises de construction, des groupes miniers, des brasseries et des banques essaient des filiales sur tout le continent. Dans les pays qui se sentent envahis par une puissance économique sans scrupules, on traite les Sud-Africains de « Yankees de l'Afrique ». Thabo Mbeki rêve toutefois d'une renaissance de l'Afrique. Il appelle les Africains à faire preuve d'une nouvelle assurance, à prendre leurs affaires en main : « Nous

ne voulons plus passer pour le continent qui ne fait que demander l'aumône. »

Le président sud-africain applique ses propres principes. Son pays peut se permettre de n'accepter l'aide étrangère qu'après un examen approfondi. La Banque mondiale et le Fonds monétaire international se sentent frustrés, car leurs prêts sont souvent refusés, et leurs conseils écoutés, mais pas toujours suivis. Très sûre d'elle, l'Afrique du Sud démocratique se pose en leader du tiers-monde dans les organisations internationales. Elle compte même obtenir un siège permanent au Conseil de sécurité des Nations Unies.

Cependant, la considération internationale ne sert pas à grand-chose quand des Blancs hautement qualifiés émigrent par milliers, quand le chômage et la pauvreté s'aggravent, quand la criminalité prolifère. L'Afrique du Sud veut être la locomotive du continent. Sa politique budgétaire en a jeté les fondements économiques. Mais cet espoir ne pourra se réaliser qu'en surmontant les disparités qui minent la société. ■

(De l'allemand)

* Hans Brandt est correspondant en Afrique australe du « Tages-Anzeiger » et de la « Frankfurter Rundschau ». Il vit à Johannesburg

La Suisse et l'Afrique du Sud

Aider à construire la démocratie

(bf) Lors de sa visite en Afrique du Sud, en octobre 1999, le conseiller fédéral Joseph Deiss a signé un accord sur la poursuite du programme destiné à aider ce pays dans son effort pour construire une société démocratique. Le chef du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) a ainsi posé un nouveau jalon important de la coopération suisse au développement, active dans ce pays depuis la fin des années 70. «L'Afrique du Sud n'est pas à proprement parler un pays en développement, mais l'écart entre riches et pauvres y est énorme, en raison de l'ancienne politique d'apartheid», observe Anton Stadler, responsable du programme pour l'Afrique du Sud à la DDC.

Jusqu'en 1994, année où Nelson Mandela et l'ANC ont remporté les élections, le soutien de la Suisse se concentrait sur des bourses aux défavorisés (Noirs, Indiens et Métis), la formation aux droits de l'homme et l'organisation de conférences concernant l'abolition non violente de l'apartheid.

La coopération suisse s'emploie depuis 1994 à réaliser l'intégration d'une Afrique du Sud pacifique

avec des droits égaux pour tous, qu'il s'agisse d'accès au système de santé, de formation scolaire ou du traitement des citoyens par l'appareil d'État.

Le nouveau programme quinquennal, qui s'achève en 2004, représente un montant d'environ 7 millions de francs par année. Il se focalise essentiellement sur l'est de la province du Cap et sur les secteurs suivants :

- **Réforme agraire** : le programme prévoit une certaine redistribution des terres aux Noirs, aux Indiens et aux Métis.

- **Éducation** : amélioration du système des écoles primaires, surtout dans les zones rurales et les *townships*, où les non-Blancs sont le plus défavorisés.

- **Bonne gestion des affaires publiques** : il s'agit notamment de former les fonctionnaires afin d'améliorer la gestion gouvernementale.

Faits et chiffres

Capitale

Pretoria

Superficie

1219 912 km²

Langues

Onze langues officielles, dont le zoulou, l'afrikaans, le xhosa, le sotho du nord et l'anglais (langue véhiculaire de la vie publique)

Population

43,4 millions

Noirs : 75,2%

Blancs : 13,6%

Métis : 8,6%

Asiatiques/Indiens : 2,6%

Aborigènes : Khoi et San (Hottentots et Bochimans)

Espérance de vie

Hommes : 53 ans

Femmes : 59 ans

Religions

Chrétiens : 68%

Animistes : 28,5%

Musulmans : 2%

Hindous : 1,5%

Économie

Revenu par habitant (1998) : 2880 dollars

Produit intérieur brut (1998) : 119 milliards de dollars

Déficit budgétaire : 2,8% du PIB

Croissance économique (1998) : 0,5%

Secteurs économiques

Agriculture : 4,3%

Mines : 7,9%

Industrie : 30,4%

Services (secteur public compris) : 57,4%

Principaux produits d'exportation

Pierres précieuses, or, métaux précieux, minerais, produits métallurgiques, produits chimiques, machines, produits agricoles

Repères historiques

Des ancêtres de l'espèce humaine vivaient en Afrique australe il y a environ trois millions d'années. En 1997, on a découvert près de Johannesburg le plus ancien squelette d'australopithèque.

1488	Premier navigateur à franchir le Cap de Bonne-Espérance, le capitaine portugais Bartolomeu Dias débarque en Afrique du Sud.
dès 1600	Des Hollandais font du commerce au Cap. Ils importent des esclaves d'Afrique occidentale et orientale, d'Inde et d'Indonésie.
1806	Le Cap devient une colonie britannique.
dès 1835	Le Grand Trek : pour échapper à la tutelle britannique, les colons hollandais (Boers) partent vers l'intérieur à la recherche de nouvelles terres.
1899-1902	Guerre des Boers. Les Britanniques occupent l'État libre d'Orange et la République du Transvaal, fondés par les Boers.
1910	L'Orange et le Transvaal sont unis aux deux colonies britanniques (Le Cap et Natal) pour former l'Union sud-africaine, un dominion de l'Empire britannique.
1912	Fondation du Congrès national africain (ANC).
1939-1945	L'Afrique du Sud participe à la Seconde Guerre mondiale aux côtés des Alliés.
1948	Le Parti national, afrikaner, triomphe aux élections. C'est le début de l'apartheid.

1961	L'Afrique du Sud devient une république indépendante et se retire du Commonwealth.
1961	Début de la résistance armée contre l'apartheid. Nelson Mandela dirige l'armée de l'ANC, Umkhonto we Sizwe (Fer de lance de la nation).
1962	Nelson Mandela est arrêté. Il sera condamné à la réclusion à perpétuité.
1969	Création d'organisations se réclamant de la Conscience noire, animées par Steve Biko.
1976	Émeutes de Soweto. La police tue des centaines de lycéens. Des milliers de personnes partent en exil rejoindre l'ANC.
1977	Steve Biko meurt en détention. Interdiction de 17 organisations antiapartheid et de deux journaux.
Années 80	État d'urgence, censure de la presse, protestations violentes contre l'apartheid. Des milliers de personnes sont emprisonnées sans jugement.
1990	Levée de l'interdiction qui frappait l'ANC et le PAC. Libération de Mandela.
1994	Élections libres. Nelson Mandela devient le premier président noir de l'Afrique du Sud.
1999	Thabo Mbeki lui succède à la tête de l'Afrique du Sud démocratique.



Qui sont les Africains ?



Lizeka Mda est rédactrice en chef et responsable des « chroniques » au *Star*, un des plus importants quotidiens de Johannesburg. Cette journaliste chevronnée travaille depuis 1984 pour divers journaux et magazines sud-africains. D'une plume incisive, elle témoigne régulièrement de ce qui se passe dans son pays.

Tous les matins, je quitte une paisible banlieue pour me rendre dans le tohu-bohu de Johannesburg CBD (Central Business District). Je ne cesse de m'étonner que ma voiture ait échappé jusqu'à présent (je touche du bois) au déferlement des taxis minibus sur Market Street. Quand je dis que mon bureau se trouve sur Sauer Street, au centre-ville, cela provoque souvent de la compassion. Elle se transforme en incrédulité lorsque j'ajoute que j'aime travailler au centre.

Il est plus chic et plus enviable d'avoir une adresse à Sandton ou Rosebank, où le monde des affaires fuit « l'Afrique » pour se confiner dans ce qu'il croit être une annexe de l'Europe. Ce milieu rejette en Johannesburg la « ville africaine », notion dont la signification dépend de la race à laquelle on appartient. Pour beaucoup de Noirs, cela veut dire que la ville ne leur est plus hostile. À l'époque de l'apartheid, ils devaient avoir quitté Johannesburg tous les jours à 18 heures, pour respecter le couvre-feu. Ils peuvent maintenant travailler et faire leurs courses en ville, acheter des choux ou des baskets aux marchands installés sur ces trottoirs qui devaient être dégagés autrefois pour laisser passer les Blancs.

Telle n'est pas l'image que bien des Blancs se font de la ville : ils voient des trottoirs envahis d'individus à peau sombre dont il faut avoir peur et qui répandent des immondices. Peut-être que certains de ces aspects existent. Mais ils n'ont pas de quoi me faire céder à l'angoisse. J'ai gardé mon compte en banque dans une agence du centre durant les quinze ans que j'ai passés ici (y compris les huit ans où je travaillais à Rosebank et Sandton). Il m'arrive souvent, à la pause de midi, de parcourir à pied les quelques centaines de mètres qui me séparent de la banque. Certains de mes collègues (blancs) ne se sont pas aventurés hors de l'immeuble depuis des années.

Déménagement controversé

Dans mon précédent emploi, j'ai aussi constaté cette crainte des Blancs à l'égard de la masse africaine. Les bureaux du journal se trouvaient à Braamfontein, en bordure du CBD. Le bail touchait à sa fin et le journal devait déménager. S'essayant à la « démocratie », la direction a donné le choix au personnel. Il y avait deux possibilités : de magnifiques bureaux au centre, dans un immeuble forcé de baisser ses loyers en raison de l'exode vers la banlieue, ou bien un entrepôt minable dans un triste faubourg.

On aurait pu croire le choix évident. Il est plus intéressant pour un journal de se trouver au cœur de la ville.

Les secrétaires de rédaction et une partie des cadres, tous Blancs, ont menacé de partir si le journal s'installait au centre. Tandis que le personnel noir – jeunes journalistes, standardistes et archivistes – trouvait unanimement le centre plus commode.

Beaucoup d'entre eux devaient déjà prendre deux bus ou taxis pour se rendre au travail depuis leur township. Un déménagement en banlieue signifiait un troisième bus. Et cela les éloignait des magasins dont ils dépendaient pour leurs achats.

La direction (blanche) a pris le parti des employés blancs qui, le plus souvent, parquent leur voiture le matin, restent toute la journée au bureau et reprennent le volant pour rentrer chez eux.

Pourquoi s'effrayer d'une « ville africaine » ? Ce n'est qu'une des multiples contradictions qui font l'Afrique du Sud.

Blancs, Indiens, Métis et Africains

Il y a quelques mois, une question a passionné le pays durant plusieurs semaines : qui sont les Africains ?

La polémique a démarré quand un éditorialiste du *Stars* s'est déclaré froissé que des gens classent les Sud-Africains en Blancs, Indiens, Métis et Africains. Lui-même, bien que Blanc, se considère comme un Africain.

Un professeur d'université lui a répondu ceci : il n'y a aucune raison de se sentir blessé que des Africains se donnent leur vrai nom après que d'autres les aient appelés pendant des siècles « indigènes », « cafres », « Bantous » ou « non-Européens ».

L'éditorialiste a qualifié cette réponse de raciste, comme l'ont fait bien des lettres de lecteurs blancs. D'autres journaux sont entrés dans le débat, de même que la radio et la télévision.

Un observateur aurait pu croire de bonne foi que ce pays aspire dans son ensemble à épouser le continent et tout ce qu'il représente. Mais c'est une illusion. Les gens apparemment si désireux de faire partie des « Africains » s'irritent des efforts entrepris par le président Thabo Mbeki pour apporter paix et prospérité au continent, et plus particulièrement à notre région. « Nous n'avons rien à faire avec ces gens-là », disent-ils. « Pourquoi le gouvernement ne se concentre-t-il pas sur les affaires intérieures ? »

Et les Africains, tout à coup si fiers de cette appellation, ont les pires poussées de xénophobie à l'égard d'autres Africains venus de pays situés plus au nord. Les Sud-Africains sont parmi les gens les plus contradictoires du monde. La vie en Afrique du Sud ? Elle est tout ce qu'on veut, sauf ennuyeuse. ■

(De l'anglais)



Abbas / Magnum (3)



Iris Keiss

L'Afrique n'est pas simplement l'Afrique

« Sur le continent africain, chaque communauté d'une certaine importance a sa culture particulière, un système de valeurs et de coutumes qui lui est propre, sa langue et ses tabous ; cela forme un tout extraordinairement complexe, plein de mystère. C'est pourquoi jamais les grands anthropologues n'ont parlé de 'culture africaine' ou de 'religion africaine' : ils savaient que cela n'existe pas, que l'essence de l'Afrique réside dans son infinie diversité. » Voilà ce qu'affirme en substance Ryszard Kapuscinski dans son ouvrage *Afrikanisches Fieber* (fièvre africaine). Lors des contacts quotidiens que nous entretenons avec les partenaires africains de la coopération au développement, nous apprécions toujours davantage la sagacité des propos de ce journaliste, qui a été correspondant en Afrique durant 40 ans.

L'Afrique n'a jamais été simplement l'Afrique. Elle ne le deviendra pas. Comprendre nos partenaires suppose que nous soyons capables de respecter l'immense pluralité de ce continent. Et l'efficacité de nos apports est à ce prix, car ce n'est pas à nous d'accomplir le processus de développement. Nous appuyons les efforts de nos partenaires africains dans un contexte politique, économique et social dont il est indispensable de tenir compte. Un contexte qui change profondément – l'Afrique est en pleine mutation.

« Migrations régionales, éclatement des États, recompositions géopolitiques : l'Afrique n'en finit pas de se déchirer et de se transformer, sous les effets conjugués de sa démographie, de l'urbanisation massive et des ambitions économiques, militaires ou religieuses qui s'y déploient. Ces conflits et mouvements coïncident rarement avec le cadre étatique. » C'est le point de vue exprimé dans *Le Monde diplomatique* de novembre 1999 par Achille Mbembe, secrétaire exécutif du Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique, basé à Dakar. De telles images sont encore renfor-

cées par la médiatisation quotidienne des guerres, des catastrophes et de la détresse qui affectent le continent.

Un tel amas de difficultés ne doit pas nous faire oublier que l'Afrique est aussi riche d'éléments positifs, dont il faut toutefois reconnaître qu'ils sont malaisés à déceler de loin. Chaque bouleversement est porteur de progrès, même si ces derniers ont de la peine à se transformer en dynamiques et à compenser les images négatives. Il est évident que les médias et les milieux politiques du Nord, du monde occidental notamment, s'intéressent surtout aux aléas géopolitiques du continent noir et à leurs effets sur la réorientation des intérêts politiques, économiques ou militaires. On accorde bien plus de poids à ces aspects qu'aux succès remportés par des pays africains dans leur développement.

Nous avons choisi l'Afrique comme thème de l'année 2000, dans le but d'en brosser un tableau tout en nuances. La DDC organisera un certain nombre de présentations et d'actions destinées à donner une idée de la diversité africaine, à décrire les progrès qui se réalisent et à montrer que les gens ont une belle volonté de prendre en main leur existence. Aux images négatives diffusées par les médias, nous opposerons volontairement des images positives. De nombreux pays africains ont progressé vers la démocratie, l'égalité des droits et le développement économique de petites et moyennes entreprises. Une partie des rôles de l'État et de la société civile sont en train de changer fondamentalement. Nous voulons être les avocats de cette autre Afrique pleine de promesses.

Walter Fust
Directeur de la DDC

(De l'allemand)

Une révolution venue d'en haut

La Bolivie s'est lancée ces dernières années dans de profondes réformes. C'est en particulier à l'échelon communal que le pays le plus pauvre d'Amérique du Sud a innové de façon radicale. La DDC est un pivot de cette opération complexe.



DDC/Andreas Stuber (3)



(sbs) « C'est une véritable révolution, qui est venue d'en haut. » Verena Münzenmeier, coordinatrice de la DDC en Bolivie depuis 1996, décrit en ces termes le bouleversement fondamental qui a démarré en 1994. La formule magique est *participación popular*. Ce vaste pays andin, grand comme 27 fois la Suisse, a été divisé en 311 communes (elles étaient 23 auparavant). Pour la première fois, celles-ci disposent de compétences dans des domaines comme la santé publique, l'éducation ou la construction de routes. Elles ont surtout des prérogatives financières, puisqu'elles se voient rétrocéder 20 pour cent des impôts nationaux. Autre facteur primordial pour un pays dont la population comprend 65 pour cent d'Indiens: les communautés indiennes traditionnelles sont officiellement reconnues et associées aux décisions politiques. Depuis le début, la DDC accompagne de ses conseils tout le processus législatif de cette décentralisation.

Questions nouvelles

Une assemblée se tient à Santa Ana de Velasco, un village de la commune de San Ignacio, dans la plaine tropicale. Elle réunit les représentants de la « Mancomunidad de la Gran Chiquitanía », association de onze communes totalisant 200 000 habitants. Adrián Leños, directeur du plan, passe en revue les possibilités de développement de ce territoire qui

s'étend sur 210 000 km². Tourisme, sylviculture, élevage, exploitation minière, artisanat? Dans quels secteurs et de quelle manière les communes doivent-elles se lancer? Quelles sont les activités à éviter? Autant de questions inédites pour les maires, les organisations paysannes, la préfecture, les membres des commissions, etc. Le programme de la DDC, qui se chiffre à quelque 14 millions de francs par an, met l'accent sur la décentralisation. Il comprend le projet PADER, qui fournit des conseils aux communes et aux régions en matière de promotion économique. Car la décentralisation n'est pas un but en soi, elle se justifie lorsqu'elle profite également aux pauvres. Dans 18 communes, un autre projet, le PADEM, aide des organisations de paysans à exercer leurs nouveaux droits.

« La DDC veut contribuer à ce que ces réformes soient bien accueillies et portées par la population », souligne Verena Münzenmeier. C'est là une entreprise de longue haleine et l'intérêt du pouvoir central se relâche parfois. Mais le processus a suffisamment pris racine pour être devenu irréversible. ■

(De l'allemand)

Une antenne dans un ciel bleu



Depuis octobre dernier, l'ONU dispose de sa propre station de radio au Kosovo. Financée par la DDC et gérée par une fondation suisse, Blue Sky diffuse chaque jour au moins deux heures de programme parlé et une vingtaine d'heures de musique.



Philippe Dahinden (3)



(jls) Pour la Mission intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK), constituée peu après la fin des bombardements, il était prioritaire d'établir un dialogue avec la population en vue des élections de l'année 2000. Elle s'est adressée à la Fondation Hironnelle, basée à Lausanne, qui crée et gère des médias indépendants dans des zones de conflits. «L'ONU cherchait une organisation capable de mettre en place très rapidement une radio qui informe de manière journalistique», se souvient Philippe Dahinden, responsable des rédactions à la Fondation. «Cette radio ne devait pas être uniquement la voix de la MINUK, mais donner la parole aux autres organisations humanitaires, à la société civile et aux factions politiques.»

Le projet s'est concrétisé sous la forme d'un studio de production, dont les programmes étaient diffusés par les radios locales du Kosovo. La première émission a été proposée aux auditeurs le 28 juillet. Après deux mois d'existence, le studio a été doté de sa propre antenne et il est devenu une station locale, à Pristina, sous le nom de Blue Sky. Il continue toutefois de proposer toute sa programmation à une dizaine d'émetteurs locaux. Ceux-ci ont été équi-

pés de paraboles afin de pouvoir reprendre les émissions de leur choix.

Les dix minutes de la MINUK

Matin et soir, Blue Sky diffuse dix minutes d'informations sous le titre «UNMIK on air» (la MINUK à l'antenne). Cette émission relate bien sûr toutes les activités de l'administration provisoire de la province. Mais elle traite aussi d'autres sujets d'actualité, comme le ramassage des ordures à Pristina, la réouverture des écoles, le recrutement de la police locale, les problèmes d'eau et d'électricité ou les mines antipersonnel.

À heures fixes, les auditeurs peuvent écouter des bulletins de nouvelles en albanais, en serbe et en turc, ainsi qu'une revue de la presse internationale. Blue Sky propose également des magazines et des reportages de société. Ainsi, une journaliste se rend dans les écoles et invite les enfants à donner leur définition de mots comme «l'amour» ou «l'OTAN». Dans une brève séquence, une personnalité répond à des questions recueillies parmi la population. ■



Keystone

« Des ponts pour la paix » : ce programme d'aide humanitaire suisse en Angola a été lancé après l'accord de paix signé en 1994 à Lusaka. Mais pour reconstruire des ponts et des routes, la paix, précisément, est indispensable. Or, la reprise des affrontements entre l'UNITA et les troupes gouvernementales a rendu vain tout effort de reconstruction.

« Nous n'abandonnerons pas l'Angola »

(mr) Ce pays de 12,5 millions d'habitants, situé sur la côte occidentale de l'Afrique, est secoué par la guerre depuis plus de trente ans. Les affrontements ont fait plus d'un million de morts et actuellement, on estime à deux millions le nombre de personnes déplacées.

Au début, l'armée marxiste de libération MPLA et les forces pro-occidentales de l'UNITA ont combattu ensemble contre le pouvoir colonial portugais. Après l'indépendance obtenue en 1975, les deux mouvements, soutenus respectivement par Cuba et l'Afrique du Sud, ont entamé une lutte sanginaire. Celle-ci a débouché sur la victoire du MPLA, dont est issu l'actuel chef de l'État, Eduardo dos Santos. Deux accords de paix ont été conclus, en 1991 et en 1994, mais l'UNITA de Jonas Savimbi n'a jamais été réellement désarmée. Les rebelles contrôlent aujourd'hui près de 70 pour cent du territoire et notamment les mines de diamants situées dans le nord-est du pays. En revanche, les gisements pétroliers, le long de la côte, sont aux mains des forces gouvernementales.

Hangars et hôpital

Dès 1995, l'aide suisse s'est concentrée sur la province de Huambo, au centre du pays. Ce haut plateau fertile est le « grenier » potentiel de l'Angola. La reconstruction de routes et de ponts devait garantir l'accès à la région et encourager le processus de paix.

Mais vers la fin de 1997, des combats ont repris, justement dans cette région. Le travail de reconstruction est devenu de plus en plus dangereux, surtout à cause des mines. « À partir de l'été 1998, nous avons diversifié nos activités », explique Hans Scheidegger, chef du bureau de coordination pour l'Angola, à Luanda. « En quelques mois, des dizaines de milliers de personnes déplacées ont cherché refuge dans les grandes villes. Elles sont désormais 200 000 dans la seule ville de Huambo. Aujourd'hui, nos équipes reconstruisent surtout les toits de vieux hangars industriels, qui sont utilisés pour loger des réfugiés. Elles s'occupent aussi de restructurer l'hôpital central de Huambo. »

Le programme « Des ponts pour la paix » illustre de manière exemplaire la nécessité d'agir avec souplesse et d'adapter constamment l'aide humanitaire aux nouveaux besoins. En dépit des innombrables difficultés et des dangers encourus, la DDC entend maintenir, ces prochaines années, son bureau de coordination à Luanda. « Nous n'abandonnerons pas l'Angola », assure Peter Steffen, coordinateur du programme pour l'Afrique australe de la Division Aide humanitaire de la DDC. ■

(De l'italien)

Au fait, qu'est-ce que l'ownership ?

(bf) Selon le dictionnaire, le mot anglais *ownership* signifie possession ou (droit de) propriété. Mais la coopération utilise ce terme dans un sens qui dépasse la simple possession matérielle : un projet de développement doit être conçu de telle manière que le groupe censé en bénéficier puisse l'adopter et s'employer activement à le réaliser. Dans ce contexte, la notion d'*ownership* est donc liée à celles de décentralisation et de participation. Elle peut se décliner à tous les niveaux, du gouvernement central jusqu'au membre de la société civile situé tout en bas de l'échelle. Les destinataires ne doivent pas seulement se sentir concernés par le projet, mais également le prendre en main et s'en considérer comme les responsables. Il faut pour cela que le pouvoir de décision soit délégué aux régions, aux villes, aux villages et aux individus. Cela signifie également que le projet et les processus qu'il implique doivent être transparents pour toutes les personnes concernées et

qu'ils se réalisent selon les principes d'une bonne gestion des affaires publiques (*good governance*), avec la participation de différents groupes. Il incombe donc à la coopération de promouvoir la capacité d'agir (*empowerment*) des individus et de leurs institutions, afin que chacun soit à même de participer en connaissance de cause au processus de développement.



Combat perdu contre la pauvreté

La pauvreté a encore augmenté ces deux dernières années. Environ 1,5 milliard de personnes abordent le nouveau millénaire avec un revenu inférieur à un dollar par jour. Faut-il en déduire que la lutte contre ce fléau est dans l'impasse ? La question a été soumise à deux experts. Paul Collier est directeur de recherches à la Banque mondiale. Elliot Berg est professeur d'université, africaniste et auteur de plusieurs ouvrages sur les stratégies de lutte contre la pauvreté. Débat animé par Beat Felber.

Le Britannique Paul Collier a été professeur de développement international à l'Université de Harvard, puis professeur d'économie et directeur du Centre pour l'étude des économies africaines à l'Université d'Oxford. Au printemps 1998, il est entré à la Banque mondiale en qualité de directeur de recherches. Il a fondé le *Journal of African Economies*. Au cours de sa carrière, M. Collier a publié un grand nombre d'ouvrages et d'articles sur l'Afrique (économie, agriculture, marché de l'emploi, politique de développement, politique financière).

L'Américain Elliot Berg partage son temps entre des activités de consultant, de professeur et d'auteur. Docteur en économie de l'Université de Harvard, il enseigne cette discipline depuis 1982 à l'Université d'Auvergne. Il a vécu de nombreuses années dans des pays en développement, y exerçant les fonctions d'expert, de chercheur et de professeur invité. Selon le magazine *Foreign Affairs*, son livre *Accelerated Development in Sub-Saharan Africa* est « l'un des six ouvrages sur l'Afrique les plus importants des 75 dernières années ».



Keystone



Keystone



Science Photo Library

Un seul monde : « Nous rêvons d'un monde sans pauvreté », disait l'an passé le logo de la Banque mondiale. Mais le dernier *Rapport sur le développement dans le monde* montre que ce rêve s'est estompé ces derniers temps. La pauvreté a augmenté partout. Qu'est-ce qui cloche dans la lutte contre la pauvreté ?

Paul Collier : L'aide au développement est bien plus efficace que beaucoup de gens ne l'imaginent. Il est vrai que l'argent consacré au développement a fortement diminué ces dix dernières années, pour des motifs politiques. On a souvent tenté de dissimuler ces raisons politiques en incriminant le manque d'efficacité de la coopération. Cet argument se tient pour certains pays. Mais il y a quantité d'endroits et de situations où l'aide atténue effectivement la pauvreté, et cela pour un coût raisonnable.

Elliot Berg : Je suis moi aussi convaincu que l'aide fonctionne beaucoup plus fréquemment et, à bien des égards, plus efficacement que nous ne le croyons. Mais nous avons tendance à vouloir aider une année et obtenir des résultats concrets dans les trois ans, alors que c'est souvent irréaliste. Nous ne savons presque rien de la manière dont l'aide agit à long terme, après sept ou quinze ans. Les effets indirects et sur la durée sont très importants. Ils ne doivent pas être sous-estimés. Or, pratiquement personne n'en parle.

Un seul monde : Et pourquoi n'en parle-t-on pas ? La coopération au développement existe pourtant depuis des dizaines d'années dans quantité de pays.

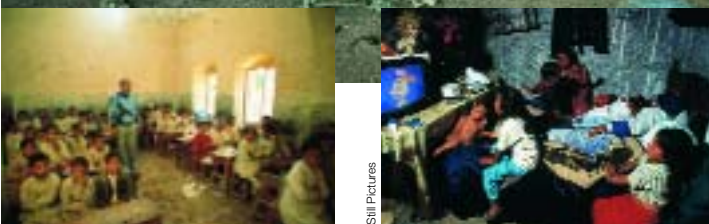
Berg : Bonne question. La Banque mondiale, par exemple, évalue ses projets à mi-parcours, puis une année au plus après leur achèvement. Personne n'effectue de contrôle cinq ans plus tard, on n'a simplement pas l'argent. Or, cela pourrait nous apprendre beaucoup de choses sur les raisons pour lesquelles l'aide n'a pas eu les effets escomptés, notamment dans une région aussi importante que l'Afrique.

Collier : C'est vrai qu'il se trouve en Afrique des régions où l'aide n'a pas été vraiment efficace. Mais encore une fois, il y a de nombreux endroits où la coopération s'est révélée très performante. L'Ouganda est parvenu au cours des années 90 à réduire efficacement la pauvreté, grâce à des règles de comportement (*policies*) adéquates. La situation était pourtant tout sauf rose après le régime d'Idi Amin. Ce n'est là qu'un exemple de simultanéité entre une aide importante et une forte diminution de la pauvreté.

Berg : Ce que nous ne pouvons pas faire avec l'aide au développement, c'est infléchir sensiblement la politique d'un pays. En revanche, nous pouvons à long terme canaliser l'aide vers des systèmes démocratiques et des institutions raisonnables.

Un seul monde : Cela signifie que les donateurs – pays ou institutions – s'arrogent le droit de juger. On donne aux bons et on laisse croupir les méchants ?

Collier : Nous devons focaliser l'aide sur un environnement où elle peut être efficace. Ce n'est pas



Sall Pictures



Paul Collier



Elliot Berg



possible partout, mais ça l'est dans bien des endroits. Et cela n'a rien à voir avec des conceptions ou des valeurs occidentales. Il s'agit d'appliquer des normes globales, notamment économiques et institutionnelles, qui ne prêtent guère à des divergences d'opinion.

Berg : La question est simplement de savoir si nous sommes capables de faire une distinction prudente entre les pays qui ont mis en place des lignes d'action performantes contre la pauvreté et ceux dont la politique est moins efficace. Pour quelques-uns, le cas est clair. Pour beaucoup d'autres, une évaluation basée exclusivement sur les objectifs et les résultats de ces politiques est à la fois très difficile et lourde de conséquences ; elle détermine si un pays donateur va y investir beaucoup d'argent ou non.

Collier : Mais le problème se pose quel que soit le critère appliqué. Cette zone grise existera toujours, ce qui n'est d'ailleurs pas une raison de renoncer à trancher.

Berg : Prenons deux pays qui s'en tirent ni trop bien ni trop mal. Peut-être que la politique officielle du gouvernement est très mauvaise aux yeux de ceux qui décident de l'aide. Peut-être aussi que quelques réformateurs se démarquent, par exemple au ministère du plan. Ne devrions-nous pas alors donner de l'argent pour appuyer le dialogue avec ces gens, même si le président du pays suit une autre ligne ?

Collier : Lier l'aide à des conditions très claires a l'avantage d'en optimiser l'efficacité. En fin de compte, les gens bénéficieront d'autant mieux et d'autant plus vite de l'aide si nous sommes sûrs qu'elle fonctionne. Nous devons apprendre à discipliner ce processus. Cela aidera en même temps à mettre en place des mécanismes de défense, pour éviter que ce processus soit compromis par la politique d'un pays. Car la politique a tendance à tout maîtriser, à tout accaparer.

Un seul monde : Que peut faire une agence de développement relativement modeste, comme celle de la Suisse, pour lutter contre la pauvreté ?



Still Pictures



Key color / SCAN



Key color / AFP



Valérie Châtelet (8)

Remises de dette

Les dettes des pays en développement les plus pauvres totalisent actuellement environ 90 milliards de dollars. Elles étranglent leur budget et sont en grande partie impossibles à rembourser.

Lors de leur session annuelle de l'automne dernier, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international ont décidé de remettre la moitié de leur dette à 33 pays pauvres, pour autant qu'ils soient prêts à engager des réformes. Le Groupe des Sept, qui réunit les plus importants pays industrialisés, a promis d'envisager « de bonne foi » des contributions bilatérales sous réserve d'une « répartition équitable des charges ».

Berg : Un petit pays qui a beaucoup de cerveaux intelligents et de compétences techniques devrait chercher à découvrir comment nous pouvons aider les pays les plus pauvres. Il devrait faire de la recherche scientifique, réaliser des projets pilotes novateurs dans des régions clés, tout en participant à l'effort général des pays donateurs.

Collier : Il est pour moi évident que *small is beautiful*. Personne ne veut être le premier à se lancer dans de l'inédit, à entreprendre des projets pilotes. Mais être petit, c'est aussi être plus souple dans l'action. La Suisse peut avoir un rôle de précurseur et de leader dans quantité de projets efficaces contre la pauvreté. Elle peut instaurer des changements qui seront ensuite repris par les grandes agences.

Un seul monde : Mais ce sont là des projets à hauts risques, avec lesquels on peut essayer un échec.

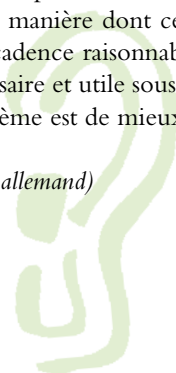
Berg : Nous faisons tous des erreurs, partout et souvent. Mais avec de tels projets, on peut aussi avoir beaucoup de succès. Les résultats peuvent être importants et très concrets.

Un seul monde : Depuis des années, vous consacrez l'un et l'autre vos recherches scientifiques à la manière de résoudre le problème de la pauvreté. Le monde aura-t-il un jour la recette qui permettra d'éradiquer ce fléau ?

Collier : Le professeur en moi dit : « Oh ! Voilà un sujet vraiment très complexe. » Blague à part, nous avons de bonnes raisons de croire que la pauvreté diminuera considérablement dans les quinze ans à venir. Bien entendu, il y a encore beaucoup à creuser. Mais nous savons déjà passablement de choses. Nous ne sommes pas en train de tâtonner dans l'obscurité.

Berg : Le monde devient toujours plus riche et plus petit. Même les plus sceptiques à l'égard de la coopération admettent que l'afflux de ressources dans les pays en développement est actuellement bien inférieur à nos possibilités. J'estime qu'il y a aujourd'hui trop de discussions sur la pauvreté et pas assez sur la manière dont ces pays peuvent progresser à une cadence raisonnable. L'aide restera longtemps nécessaire et utile sous une forme ou une autre. Le problème est de mieux l'organiser. ■

(De l'allemand)





Le bonjour d'un *angelito* à un *anjinho*

Presque vingt-cinq ans ont passé depuis ma première visite. La route d'accès est maintenant bordée de verdure. Des feux de signalisation. Un giratoire. La gare routière aussi est nouvelle. Autrefois, on allait jusqu'au centre avec le car interurbain. Et le terminus se trouvait quelque part sur la rue principale.

Revoici l'esplanade de la basilique. L'hôtel bon marché a disparu. Les étalages d'articles de piété se sont multipliés. Pour le reste, les mendiants semblent être les mêmes. Des hommes et des femmes sans âge, la main tendue. Sans âge, le vieillard qui traverse la place avec des béquilles. Il y a toujours le vieil appareil photo posé sur un trépied, mais ce n'est plus qu'un objet décoratif. Une nouvelle toile de fond a été peinte pour les photos-souvenir, mais le sujet n'a pas changé : saint François. C'est grâce à lui que le village de Canindé est devenu un lieu de pèlerinage.

Le photographe avait fixé cette scène à l'époque : un cercueil d'enfant, entouré par les parents, les frères et sœurs, la famille. Dans le cercueil, une fillette. Fatima, m'avait dit le père, un petit ange. Pleurer la mort d'un enfant aussi petit, c'est lui mouiller les ailes et rendre son vol jusqu'au ciel plus pénible.

Quand j'ai vu l'enfant, le livre que je projetais d'écrire depuis longtemps sur le Nordeste brésilien a tout à coup pris forme. Il y avait là une fillette qui n'avait pas eu la chance de

connaître le monde où elle était née, et moi, un étranger qui profitait de toutes les possibilités de parcourir ce Nordeste. Le livre serait donc un dialogue avec la fillette : ce qu'aurait été son univers si elle avait pu y grandir.

La famille s'était groupée devant la basilique pour une photo-souvenir. Puis j'avais suivi le groupe ; frères et sœurs portaient le cercueil. Au cimetière, le père et l'aîné des frères avaient aidé à creuser la tombe.

Je veux aussi revoir ce cimetière. Il faut d'abord passer par la salle des miracles, une bâtisse qui jouxte l'église. La disposition des ex-voto a changé. Mais toutes ces images et ces photos suspendues, ces statuettes de cire et de bois dégagent des élans d'espérance dont on pourrait encore tirer un livre d'images et une maison de poupées pour Fatima.

Le chemin qui mène au cimetière et le portail n'ont guère changé. Fatima avait été enterrée au pied d'un arbre. On en voit toujours un. Est-ce le même ? Il n'est plus à l'écart des rangées de tombes, là où la place ne coûte rien, là où repose Fatima.

Le cimetière a été agrandi. Un nouveau mur, construit en plein terrain vague. Non, pas moyen de retrouver la tombe de Fatima. Peu d'enfants ont droit à une tombe individuelle. La plupart gisent sous des pierres et des croix, à l'intérieur d'un rectangle délimité par un grillage. La terre est nue, sans fleurs ni plaques commémoratives. C'est là qu'on enterre les petits anges.

Dans *Wunderwelt* (monde miraculeux), j'ai parlé de Fatima, d'un miracle qui n'a pas eu lieu. Ni économique, ni religieux. Quand cet ouvrage est sorti en espagnol et qu'il a été présenté au Mexique, j'ai appris que la tradition des « petits anges » existait aussi dans ce pays. *Niña-muerta*, la mort de l'enfant. Quand on meurt avant d'avoir atteint l'âge de raison, on n'est pas en état de pécher. Fatima avait trois ans.

Au Mexique, les enfants morts sont parés comme des princesses et des princes. Leurs habits funéraires sont plus somptueux que dans le Nordeste brésilien. Mais l'enterrement de Fatima n'avait pas été totalement dépourvu d'apparat. On avait garni le minuscule cercueil de papier crêpé et Fatima portait, en guise de diadème, une bande de tissu blanc autour du front.

J'ai transmis au petit ange Fatima, à l'*anjinho*, le bonjour d'un *angelito* mexicain. Enterrés bien loin l'un de l'autre, ils sommeillent sous le même ciel de l'enfance. ■

(De l'allemand)



Hugo Loetscher, écrivain et journaliste, est un citoyen du monde avec une adresse permanente à Zurich. Né en 1929, il a étudié les sciences politiques, l'histoire de l'économie, la sociologie et la littérature à Zurich et à Paris. Il voyage régulièrement en Amérique latine, en Extrême-Orient et en Asie du Sud-Est. Hugo Loetscher préconise « une réflexion circulaire et une perspective mobile » (le Coréen est-il vraiment un Oriental pour un Californien ?). Dans son nouveau roman *Die Augen des Mandarin* (les yeux du mandarin), un Chinois se demande ce que l'on peut bien voir avec des yeux bleus ou verts.

«South meets West» est le titre ambigu d'une exposition d'art contemporain qui veut déboulonner quelques clichés, en Afrique et en Suisse. Les œuvres d'artistes vivant (ou ayant vécu) en Afrique ne sont pas nécessairement de «l'art africain». Beni Güntert* raconte le vernissage à Accra d'un projet culturel aux multiples facettes, soutenu activement par la DDC.

Guerre contre sida : 2 à 1

Le match de football finit sur le score de 2 à 1 pour les joueurs de WAR (guerre), en maillots noirs. L'équipe vaincue, AIDS (sida), est en blanc. C'est une rencontre très inhabituelle qui vient de se dérouler sur le terrain aménagé tout exprès dans le parc du Musée national, à Accra : l'affrontement désespéré des deux plus grands fléaux de l'Afrique. Cette mise en scène artistique est due à l'Angolais blanc Fernando Alvim. Il appelle cela *action art* ou *community art*. Accra (prononcer ag'kraah), la capitale du Ghana, est une métropole moderne de trois millions d'habitants, sillonnée d'autoroutes et pratiquement dépourvue de centre. Elle a été astiquée en novembre 1999 pour recevoir la reine Elizabeth, cheffé du Commonwealth. Simultanément, Accra accueillait une exposition d'art contemporain d'Afrique australe et occidentale. Cette rencontre de deux régions très éloignées l'une de l'autre s'intitulait «South meets West». Une première pour le Ghana, du fait que les

expositions d'arts plastiques modernes se limitaient jusque-là aux Biennales de Johannesburg et de Dakar. L'étonnement de certains journalistes a montré que l'on n'est guère familier de telles formes d'expression dans ce pays qui cultive la tradition. L'initiative était venue de Suisse et plus précisément de Zurich, siège de l'association Nawao, spécialisée dans les échanges culturels. Nawao ne se contente pas de diffuser la culture africaine en Suisse. Son directeur Niggi Popp considère qu'il est tout aussi important d'instaurer un débat sur la culture elle-même et sur les échanges. Des années de préparation lui ont permis de gagner le Musée national du Ghana à son projet. Nawao a su également enthousiasmer Bernard Fibicher, directeur de la Kunsthalle de Berne. Celui-ci a sélectionné les œuvres, en collaboration avec Yvonne Vera, jeune directrice du Musée national du Zimbabwe, et Yacouba Konaté, philosophe de l'art à Abidjan. Ces œuvres sont arrivées à Accra, avec les artistes.

Divers ateliers ont donné lieu à des échanges passionnants entre des commissaires d'exposition, des étudiants et des artistes venus d'Afrique australe et occidentale. De mauvaises langues ont fait remarquer que «Switzerland meets Africa» aurait été plus juste, vu le nombre élevé de participants helvétiques.

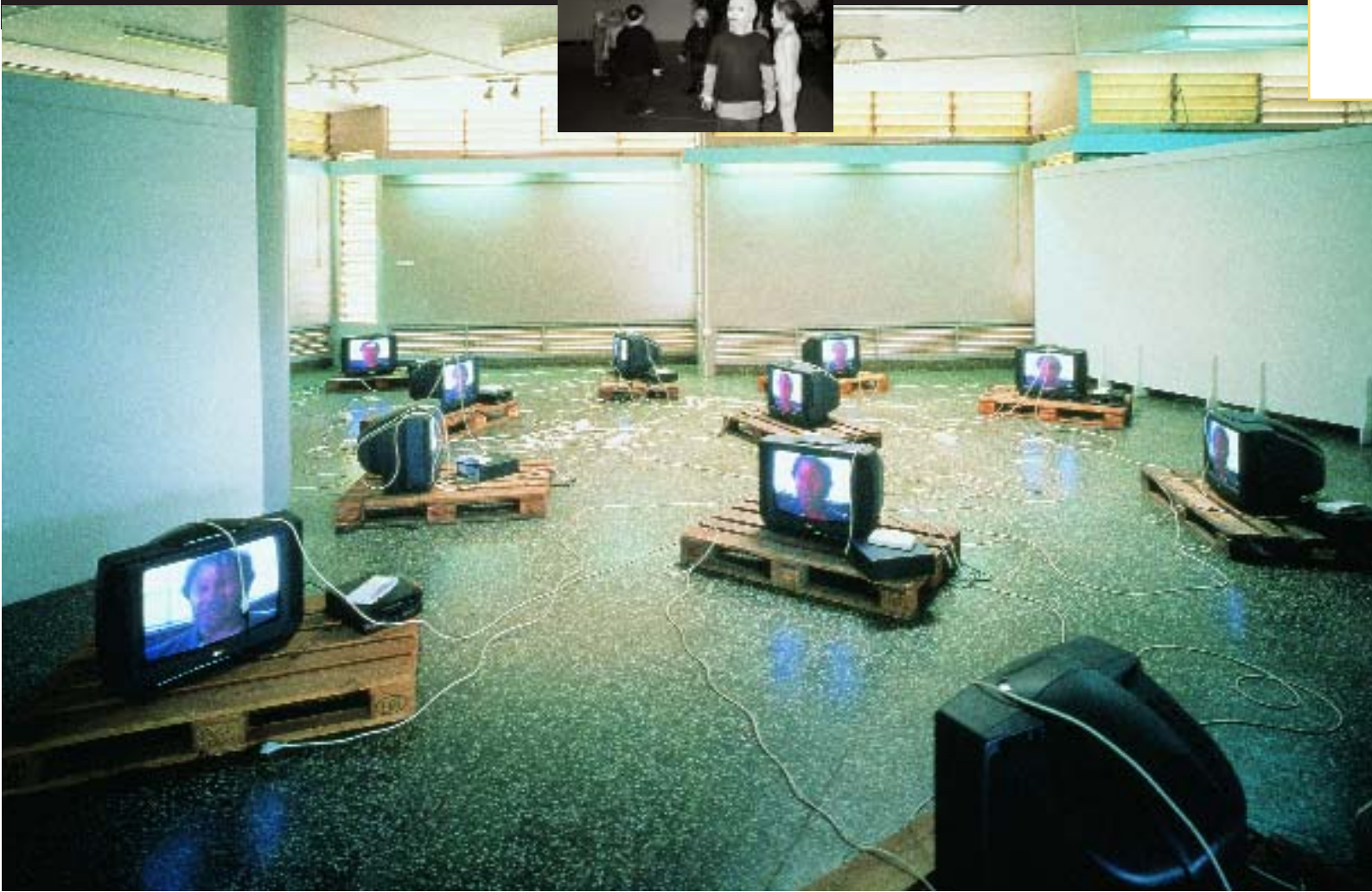
Exorcisme dans la rue

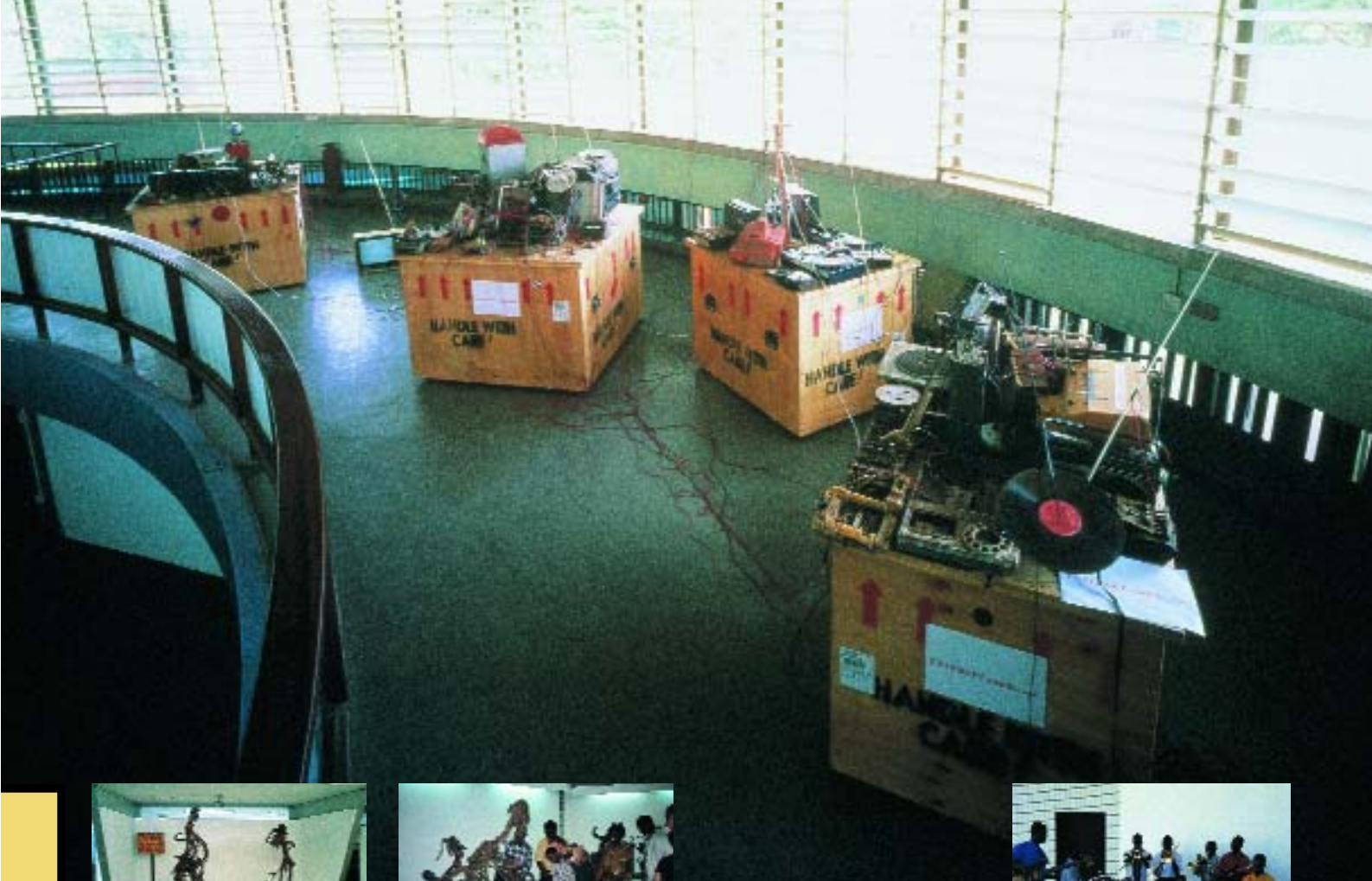
Changement de décor. On est à Yaoundé, capitale du Cameroun, à l'automne 1998, sur le grand marché de Mokolo. Vêtu en Malien, Goddy Leye pose sur le sol un torse habillé et commence à y enfoncer des clous. Comme un possédé, encore et encore. Des gens s'attroupent, murmurent, se mettent à parler toujours plus bruyamment autour de cette «sculpture en devenir». On s'interroge. Un fou ? Un magicien ? Bizarrement, la police laisse faire, alors qu'en général elle intervient à coups de bâtons au moindre rassemblement. Selon Goddy Leye, les spectateurs avaient compris qu'il

s'agissait d'un «exorcisme» contre un régime dont plus personne ne veut. «On peut exprimer davantage de choses avec l'art qu'avec des mots», affirme cet artiste de 34 ans, qui utilise souvent la vidéo. «Et la bureaucratie n'y voit goutte, elle ignore ce qui se passe. Je voulais autrefois devenir journaliste, mais durant les années de plomb, cela ne pouvait rien donner. J'ai commencé à transposer mes idées sur le plan symbolique. Plus tard, j'ai pu me perfectionner en Europe. Aujourd'hui, je vis à Douala et je fais de l'art.» Marylin Doualabell, galeriste établie dans la ville portuaire de Douala, s'est acquis entre-temps une réputation mondiale en offrant de l'espace à une bonne douzaine de jeunes artistes qui travaillent sur le mode expérimental. «Tous s'inspirent des réalités de mon pays. C'est devenu leur image de marque et la raison de leur reconnaissance internationale.»



DOC B. Guntert ©





Georg Rühstatter



DDC / B. Güntert



DDC / B. Güntert

Discussions enflammées

Les débats réunissant à Accra de jeunes commissaires d'exposition africains n'ont guère abordé le rôle social des arts plastiques. Ils se sont plutôt enflammés autour de la notion d'identité africaine appliquée à l'art. La question était de savoir si artistes et exposants ne lorgnent pas simplement vers le marché global, en cherchant leur voie là où se trouvent la mode et l'argent : l'Art de Bâle, la Documenta de Kassel ou la Biennale de Lyon. Cette interrogation se justifie pour les œuvres d'artistes sud-africains blancs, tels que Minette Vari ou Kendell Gears, qui assument volontiers le succès sur ce marché de leurs installations vidéo et de leurs mises en scène. À l'autre bout de la discussion, on trouve ceux qui donnent ses lettres de noblesse à l'expression artistique de l'Afrique contemporaine. Les artistes noirs

sont souvent beaucoup plus en phase avec les réalités du continent, comme Pascale Tayou, dont l'installation *Extemet* montre le décalage de l'Afrique par rapport au flux mondial de l'information. On a beaucoup parlé du rôle joué par une poignée de commissaires d'exposition non africains, qui « font » les artistes. Ils ont généralement une meilleure vue d'ensemble que leurs confrères africains, car les différentes régions du continent communiquent peu entre elles. « South meets West » a suscité une nouvelle approche dans la capitale ghanéenne, où les artistes se sont plaints de l'absence de musées d'art contemporain. Un problème que Meschac Gaba a abordé avec beaucoup d'ironie. Il avait planté une tente devant le Musée national afin de récolter de l'argent en faveur du « Fonds pour une galerie d'art

contemporain » : il vendait des objets d'art qu'il avait créés avec des billets de banque. *Money from art – art from money*.

Les œuvres elles-mêmes ont fait l'objet d'un débat nourri à Accra, qui pourrait se poursuivre à Berne où elles seront exposées ce printemps (voir en marge). Beaucoup de ces œuvres ont le pouvoir de remettre en question les clichés habituels à propos de l'Afrique. ■

(De l'allemand)

*Beni Güntert est collaborateur de la section médias et communication de la DDC

« South meets West » en Suisse

Nouvelles images d'Afrique

L'exposition « South meets West » se tiendra du 6 avril au 25 juin 2000 à Berne, sous forme d'une coproduction inédite de la Kunsthalle et du Musée d'histoire de Berne, situé juste en face. La DDC a soutenu ce projet depuis le début, en raison notamment des échanges qu'il suscite et de ses aspects formateurs. Des artistes africains viendront en Suisse, pour donner des cours dans les écoles supérieures d'arts appliqués de Berne et de Lucerne. Une collaboration a par ailleurs démarré entre les écoles des beaux-arts de Lucerne et de Kumasi, la deuxième ville du Ghana.

2000 - Année internationale de la culture de la paix

(bf) En proclamant l'an 2000 « Année internationale de la culture de la paix » et les années 2001 à 2010 « Décennie internationale de la promotion d'une culture de la paix et de la non-violence au profit des enfants du monde », l'ONU nous invite à marquer le passage du millénaire.

C'est pourquoi plusieurs ONG, institutions et administrations – y compris la DDC – ont estimé qu'il valait la peine de s'engager dans la construction de la paix en impliquant tous les enfants de Suisse. Leur projet consiste à diffuser au printemps 2000 une affiche et un dossier pédagogique dans toutes les classes de Suisse. Un matériel simple est remis aux enseignants. Il doit permettre de susciter le débat, de rechercher des pistes dans la résolution des conflits proches ou lointains et de favoriser l'échange de propositions constructives. La diffusion des affiches repose sur les départements cantonaux de l'instruction publique. À ce jour, la plupart d'entre eux ont répondu positivement et soutiennent cette action.

Pour tout renseignement complémentaire :

Fondation Éducation et Développement, tél. 021 612 00 81, fax 021 612 00 82, e-mail: fed@lausanne.globaleducation.ch

La coopération à l'école

(gnt) Les enseignants éprouvent depuis des années le besoin de traiter concrètement le sujet de la coopération au développement. Les questions des élèves concernant le sens, les effets et l'importance de l'aide au développement sont tout aussi actuelles que le désir fréquemment exprimé d'aborder cette matière en classe. En mars, la DDC publie aux Éditions

scolaires du canton de Berne (BLMV) un outil pédagogique polyvalent comprenant plusieurs éléments. Six films documentaires montrent comment les populations des différents continents s'engagent en faveur de leur développement. Des fiches d'exercices, allant d'un sondage parmi les élèves au test de connaissances final, permettent d'approfondir les questions concernant la coopération internationale. Enfin, la brochure *Si les pauvres sont pauvres, c'est de leur faute !* fournit les informations de base sur la politique de développement suisse. Un manuel destiné à l'enseignant facilite l'utilisation de ce vaste matériel, qui s'adresse aux premier et deuxième degrés du secondaire.

Le dossier est en vente au stand des BLMV à l'exposition Worlddidac à Zurich, du 28 au 31 mars. Il peut aussi être commandé au moyen du prospectus encarté dans ce numéro ou auprès des éditions BLMV, Güterstrasse 13, 3008 Berne, tél. 031 380 52 52, Internet : www.blmv.ch

Bénarès au bout du temps

(bf) Depuis 1991, le jeune photographe américain Michael Ackerman a fait de nombreux séjours de plusieurs mois à Bénarès, la ville sacrée de la lumière sur les rives du Gange. Selon ses propres termes, il a parcouru la ville comme « en transe » et les photos qu'il a réunies dans *End time city* forment un portrait extraordinaire et saisissant de Bénarès. De cette suite d'images marquées d'une pointe d'archaïsme naît un rêve intense d'une volupté morbide qui envoûte irrésistiblement le lecteur. Un portrait de la vie et de la mort, libre de toute influence, qu'elle soit religieuse ou autre.

Michael Ackerman : « End time city », Éditions Scalo, Zurich

Film

La guerre de l'eau

(bf) *A guerra da agua*, un film réalisé avec le soutien de la DDC, présente la vie d'une famille de la région de Chicomo, au Mozambique, et souligne les conséquences quotidiennes du manque d'eau. Les femmes des zones rurales, qui portent – au propre comme au figuré – l'approvisionnement en eau sur leurs épaules, font chaque jour la queue pendant des heures pour remplir leur seau. Les pompes sont souvent en panne et les puits, surexploités, se tarissent. Ces files interminables et ces seaux vides sont les témoins muets de la pénurie. Des images qui remettent en question notre manière de gérer l'eau potable. *Licínio Azuevedo : « A guerra da agua », Mozambique, 1996/1999, 31 minutes.*

Distribution/vente : Cinédia, tél. 026 426 34 30, e+m.cinedia@mail-com.net Éducation et Développement, tél. 021 612 00 81, fed@lausanne.globaleducation.ch Informations et conseils : service « Films pour un seul monde », tél. 031 398 20 88, mail@filmeeinewelt.ch

La Mongolie entre ciel et terre

Musique

(er) La musique mongole n'est pas (encore) assez rentable pour intéresser l'industrie de la *world music*. Le label « Heaven and Earth » fait exception : il a déjà produit deux CD du groupe Egschiglen, dont le nom pourrait se traduire en français par belle



Service

mélodie ou harmonie. Comme une allusion à leur label, les musiciens d'Oulan-Bator ont enregistré des morceaux entre ciel et enfer. Leur musique est à la fois aérienne et terrienne, parfois transparente comme de la musique de chambre, parfois puissante et dense. En virtuoses, ils tirent de leurs instruments traditionnels (violon aux cordes en crin de cheval, viole de gambe, luth, tympanon) des sons magiques qui titillent l'oreille occidentale. Le tout s'accompagne d'un chant bitonal : sur un ton laryngien, le chanteur module des notes plus hautes. Les sons bas et rauques, qui ressemblent à des râles, et les sons élevés, jubilatoires, presque sifflants représentent pour les Mongols un pont entre le monde terrestre et celui de l'esprit. Les deux disques d'Egshiglen sont une incursion bienvenue entre les dunes du désert de Gobi, dans les forêts au bruissement incessant, près des sommets glacés de l'Altai, balayés par le vent et sur les steppes infinies que traverse parfois le galop des chevaux.

« Gobi » / « Egshiglen », commandes : Plateau Libre, fax 032 725 68 68

Afro-Cuban All Stars : et de deux !

(er) Le groupe Afro-Cuban All Stars livre le deuxième chapitre de son histoire à succès. Juan de Marcos Gonzáles a encore une fois réuni les meilleurs musiciens et chanteurs de l'île pour enregistrer un nouvel album, intitulé *Distinto, diferente*. Fidèle à lui-même, le père charismatique de la vague cubaine a fait appel à la crème de La Havane : Ibrahim Ferrer, Rubén Gonzáles, Puntillita, etc. Mais il a aussi réservé une place aux jeunes artistes. Trois générations de musiciens montent une sauce pimentée, dans le style des traditionnels orchestres de danse



de Cuba : cuivres mordants, solos légers d'une trompette loquace, sanglots d'un trombone, gaieté de la flûte, rythme chaloupé des percussions et de la basse, emballement d'un piano, voix à la fois rauques et caressantes, pleines d'une émotion à l'état pur... Avec une facilité déconcertante, l'orchestre traverse d'innombrables styles, tels que *son, danzón, boléro, mambo, charango, guaracha, guaguancón, guajira*, sans oublier des rythmes plus contemporains comme *the new timba son* et le *son-montuno*. Bref, un accord parfait de musique afro-cubaine pleine de mélancolie et de joie de vivre qui évoque la « belle époque » des casinos, de leurs fêtes et des revues des *conjuntos* (orchestres ambulants).

Afro-Cuban All Stars : « Distinto, diferente » (World Circuit/RecRec)

Courrier des lecteurs

Précision géographique

Tout d'abord, merci du fond du cœur à toute la rédaction pour les excellentes informations qu'elle nous livre sous une forme très attrayante. Je lis chaque numéro avec beaucoup d'intérêt et j'y trouve toujours de nouvelles idées.

J'ai été particulièrement fasciné par une nouvelle brève intitulée « La faute à la géographie », parue dans la rubrique Périscope du n° 3/1999. Peut-être aurai-je l'air de radoter, mais il se trouve que j'ai publiquement défendu cette idée depuis 1980.

Permettez-moi cependant une petite rectification : vous parlez du Nord, qui est plus prospère que le Sud. Du point de vue géographique, ce n'est pas tout à fait juste puisque le Mexique et les Caraïbes, le Sahel, l'Asie du sud-est, etc. se trouvent dans l'hémisphère nord. La démarcation est ailleurs : elle est formée par les deux parallèles situés à 30° de latitude nord et à 30° de latitude sud. Ces deux lignes délimitent les zones tropicales sèches et humides qui forment les régions les plus défavorisées de la planète.

Bruno Messerli, professeur à l'Institut géographique de l'Université de Berne

Vieux comme le monde

Tous mes compliments pour votre numéro sur le Sahel, très bien conçu, clair et mettant en relief la complexité du développement de cette vaste zone ingrate. On ne pouvait mieux analyser la marge de manœuvre dont on dispose. Permettez-moi de relever un seul point faible. À la fin de l'article « Adieu à la techno-

cratie », je suis surpris que l'auteur qualifie le *trickle down effect* d'« hypothèse émise par des économistes néo-libéraux ». Il s'agit d'une réalité élémentaire et vieille comme le monde. Depuis des temps fort anciens, un peu partout, les pauvres d'une région pauvre sont plus pauvres que les pauvres d'une région riche ! En 1930, Jawaharlal Nehru – peu suspect de néo-libéralisme – relevait déjà les très gros écarts de salaires des paysans sans terre entre le bassin du Gange moyen, semi-stagnant, et les *canal irrigated colonies* du Panjab, en plein essor depuis la fin du 19^e siècle.

Vos experts ont dû faire les mêmes constatations depuis trente ans, entre les zones de révolution verte et les régions molles. Dans les premières, salaires et occasions de travail des manoeuvres agricoles augmentent alors qu'ils bougent peu ailleurs, comme on l'observe, entre autres, au Bangladesh, en Inde, en Indonésie.

Gilbert Etienne, professeur honoraire, IUHEI et IUED, Genève

Annuaire

L'offre du cinfo

Le Centre d'information, de conseil et de formation pour les professions de la coopération internationale et de l'aide humanitaire (cinfo) organise plusieurs journées d'information. Elles doivent permettre aux participants d'évaluer et de discuter les perspectives, mais aussi les limites, d'un engagement dans la coopération internationale de la Suisse.

«Coopération internationale et aide humanitaire – Offre et demande»: 11 mars et 27 mai en allemand, 8 avril en français.

Les cours se déroulent à Bienne. Les participants sont censés connaître le contenu du dossier «Coopération internationale I – Bases, contexte, exigences professionnelles et possibilités».

Commandes, informations et inscriptions: cinfo, rue Centrale 121, 2500 Bienne, tél. 032 365 80 02, e-mail: info@cinfo.ch

Films du Sud à Fribourg

Cette année, le Festival international du film de Fribourg (FIFF) propose trois événements consacrés à la culture, à l'histoire et à la vie quotidienne des pays du Sud. Le premier aura pour thème «Films phares, repères et tourments des

cinémas arabes 1930-1998». Il sera suivi d'un «Panorama du film bengali» et d'un regard sur la Corée du Sud, avec des «documentaires de résistance». La DDC collabore depuis des années avec ce festival, qui veut susciter les échanges culturels. Elle apparaîtra pour la première fois comme son partenaire officiel.
Fribourg, du 12 au 19 mars

Danse du Kerala à Genève

Danse rituelle, le *tirayattam* est organisé chaque année dans les sanctuaires villageois du Malabar, en Inde. Un danseur retrace la renaissance d'un dieu ou d'une déesse, d'une héroïne ou d'un ancêtre. Pour la première fois, le *tirayattam* quitte la région du Kerala, dans le Sud de l'Inde et se rend à Genève. Douze danseurs et musiciens présentent les principaux passages de ce rituel spectaculaire et permettent de découvrir une facette jusqu'ici presque inconnue de la riche tradition artistique du Kerala.
Genève, Cité Bleue, 17 et 18 mars

Médias du Nord et du Sud

Pour la seizième fois déjà, le festival «Médias Nord-Sud» voit s'affronter les chaînes de télévision et les réalisateurs indépendants du monde

entier dans le cadre d'un concours de films sur le développement. Au cours de débats sur le thème «Avoir 20 ans en l'an 2000», des jeunes du Sud ont l'occasion d'échanger leurs idées et leurs convictions avec des réalisateurs, des journalistes, des jeunes Suisses ainsi que le public. Les 6 et 7 avril, une table ronde est consacrée à la liberté de la presse et au respect des droits de l'homme en Afrique.
Genève, du 6 au 7 et du 10 au 14 avril

De Bénarès à Jerez

Ana la China, danseuse de flamenco, et Ravi Shankar Mishra, danseur indien de kathak, sont tous deux des virtuoses de renommée internationale. Lorsqu'ils se sont rencontrés à Genève, ils ont décidé de mettre leur savoir en commun et de monter un spectacle ensemble. Résultat: une rencontre passionnante de formes de danse et de styles de musiques très différents mais qui parlent le même langage.
Genève, Forum de Meyrin, 18 et 19 avril

La Suisse et le monde, magazine du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE), présente des thèmes actuels de la politique extérieure suisse. Il paraît quatre à cinq fois par année en français, allemand et italien.

Le prochain numéro, qui paraîtra au début avril, est consacré pour l'essentiel à la promotion de la paix sur le plan civil. Le numéro publié au début janvier portait sur la situation au Kosovo après la guerre.

Vous pouvez vous abonner gratuitement en écrivant à:
«La Suisse et le monde»
c/o Schaer Thun AG
Industriestrasse 12
3661 Uetendorf

ou par e-mail
(druckzentrum@schaerthun.ch)

Impressum:

«Un seul monde» paraît quatre fois par année, en français, en allemand et en italien.

Editeur:

Direction du développement et de la coopération (DDC) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)



Comité de rédaction:

Harry Sivec (responsable) Catherine Vuffray (vuc)
Sarah Grosjean (gis) Andreas Stuber (sbs) Reinhard Voegelé (vor) Joachim Ahrens (ahj) Gabriela Spiri (sgb)
Beat Felber (bf)

Collaboration rédactionnelle:

Beat Felber (bf-production)
Gabriela Neuhaus (gn)
Maria Roselli (mr)
Jane-Lise Schneeberger (jls)

Graphisme:

Laurent Cocchi, Lausanne

Photolithographie:

City Comp SA, Morges

Impression:

Vogt-Schild / Habegger AG, Soleure

Reproduction:

Une reproduction partielle ou intégrale peut être faite, avec mention de la source. L'envoi d'un exemplaire à l'éditeur est souhaité.

Abonnements:

Le magazine peut être obtenu gratuitement auprès de :
DDC, Section médias et communication,
3003 Berne,
Tél. 031 322 34 40
Fax 031 324 13 48
E-mail : info@ddc.admin.ch

26139
Imprimé sur papier blanchi sans chlore pour protéger l'environnement
Tirage total: 45000

Couverture: Still Pictures / Mark Edwards

Internet: www.ddc.admin.ch

«Un seul monde»

Coupon de commande et de changement d'adresse

• Je voudrais m'abonner à «Un seul monde». Le magazine de la DDC paraît quatre fois par année, en français, en allemand et en italien. Il est gratuit.
Je voudrais recevoir ex. en français, ex. en allemand, ex. en italien.

• Je voudrais recevoir gratuitement des exemplaires supplémentaires du numéro 1/2000 de «Un seul monde»: exemplaire(s) en français, exemplaire(s) en allemand, exemplaire(s) en italien.

• J'ai changé d'adresse

Nom et prénom: _____

Éventuellement institution,
organisation: _____

Adresse (en majuscules): _____

N° postal, localité: _____

En cas de **changement d'adresse**, prière de joindre l'étiquette comportant l'ancienne adresse.

Retourner le coupon à: **DDC/DFAE, Section médias et communication, 3003 Berne.**

34

35

